

tribune

PSU

socialiste

Hebdomadaire du Parti Socialiste Unifié - n° 573 - mercredi 4 avril 1973 - 2 F

pompidou,
le printemps

C'EST NOUS !



Directeur politique : Gérard FERAN.
Rédacteur en chef : Bernard LANGLOIS.
Secrétaire de rédaction : Gérard BOREL.
Collectif de rédaction : Robert DES-
TOT - Jacques FERLUS - Jacques GAL-
LUS - Gilbert HERCET - Jean-François
MERLE - Jean VERGER.

Ont collaboré à ce numéro :
BAROU - Claude BOURDET - Michel
CAMOUIS - Paul HUBAT - René LA-
NARCHE - Thierry MORUS - Alain
RANNOU - Gabrielle RICHET - René
SCHNEIDER.

PHOTOS : A.F.P. (7, 9, 16) - BOOJUM
(4, 11, 12) - KAGAN (8) - LEBRUN (5,
6).

Directeur de la publication : Jean LE
GARREC.

Rédaction, Administration : 9, rue
Borromée, PARIS (15^e) - 566-45-37

Publicité : Information 2000
Tél. : 770-40-18.

Distribué par les N.M.P.P.
S. A. Imprimerie Editions Moriamé
61, rue du Fg-Poissonnière, Paris 9^e
Tirage : 25.000 exemplaires.

CALENDRIER POLITIQUE

■ 12 - 13 - 14 mai :

Stage national santé du P.S.U., ouvert
à tous les groupes et militants con-
cernés dans leur pratique. Inscription
dès maintenant, 9, rue Borromée, Pa-
ris 15^e.

■ Groupe d'information asile : réunion
chaque lundi de 18 h 30 à 20 h à l'uni-
versité Paris VII, 2, place Jussieu, Pa-
ris 5^e (tour 45-46, 4^e étage, salle 09).
G.I.A., 73, rue Buffon, Paris 5^e.

« Culture et Liberté » organise un
stage à Paris sur les problèmes de
l'environnement, de la pollution, du ca-
dre de vie. Il est ouvert à tout le mon-
de, dure 6 jours et donne droit au
congé Education « Cadre Jeunesse ».

Pour tous renseignements, écrire à
« Culture et Liberté », 51, rue Jacques-
Kablé, 94-130, Nogent-sur-Marne.

Les étudiants en médecine de Rennes,
en grève depuis 10 semaines, ont entre-
pris une marche sur Paris pour dénon-
cer les carences de la politique Santé,
affectant tout particulièrement la Bre-
tagne. Distribution de tracts et prises de
parole sont prévues tout au long du
parcours. Jeudi 14 h, rue des Saints-
Pères, manifestation avec les étudiants
parisiens jusqu'au ministère de la Santé
et l'Assemblée nationale.

• Erratum : dans l'article de Robert
Chapuis dans le dernier « T.S. »
il fallait lire : « dans la presse »
et non « dans le passé » (3^e co-
lonne) ; « gérer » et non pas « gê-
ner » les intérêts de... (fin d'arti-
cle).

ABONNEZ-VOUS

Abonnement à servir à

M., Mme, Mlle (nom et prénom)

Adresse complète : Rue

N°

Ville

N° département

Je désire souscrire un abonnement de :

1 an (52 numéros) 60 F 6 mois (26 numéros) 35 F

Je souscris un abonnement de soutien :

1 an (52 numéros) 100 F 6 mois (26 numéros) 50 F

Avec votre abonnement de soutien, vous recevrez le livre « LE
MANIFESTE DU P. S. U. »

Je souscris un abonnement-diffusion (1)

1 an (52 numéros) 50 F 6 mois (26 numéros) 30 F

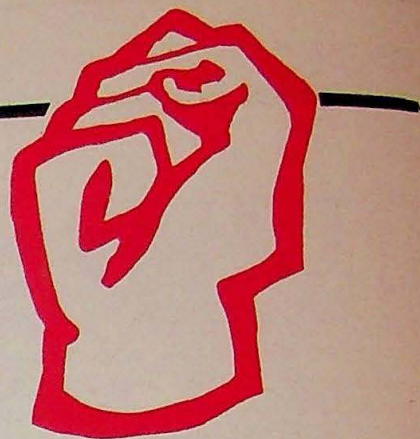
Abonnement couplé avec la revue bimestrielle « Critique Socialiste »

1 an 6 numéros « C.S. » 52 numéros « T.S. » 90 F

TRIBUNE SOCIALISTE, 9, rue Borromée, PARIS - C.C.P. Paris 5826-65

(1) Les abonnements-diffusion s'adressent à des lecteurs déjà abon-
nés désirant diffuser, à titre individuel, un ou plusieurs exemplaires
du journal.

7 JOURS DANS T.S.



■ Nous vivons des semaines dont
l'importance ressort confusément tant
les événements défilent vite et s'en-
tremêlent. Quoi de plus simple, en
apparence, que cette volonté de la jeu-
nesse de faire abroger la loi Debré
(pages 4 et 5). Mais, au fond, quelle
armée veut-elle ? La réponse n'est
pas simple même si la Défense natio-
nale populaire proposée par le P.S.U.
en est le début.

Quoi de plus simple, en apparence,
que cette grève des O.S. de Renault.
Mais, au fond, comment construire
une société industrielle qui n'ait pas
besoin d'esclaves ? Là aussi, les tra-
vailleurs et notre parti ont des débuts
de réponse. Mais reconnaissons que
si elles avaient toutes la clarté néces-
saire, elles auraient déjà convaincu

les hésitants qui manquent à l'appel
d'une majorité socialiste (page 11).

Quoi de plus simple, en apparence,
que l'histoire de la France de Vichy
avec les bons et les méchants. Mais,
au fond, quand elle revit aujourd'hui
par le film d'Harris et Sédouy, on
s'aperçoit que 95 % des Français ont
été pétainistes. Tous des méchants ?
(pages 7 à 10).

Quoi de plus simple, en apparence,
que ces péripéties politiciennes pour
la formation du gouvernement. Mais,
au fond, n'assiste-t-on pas à une mo-
dernisation de la vieille droite gaul-
liste au profit d'une nouvelle droite
mieux capable de préserver l'héritage ;
et il n'est pas indifférent que l'adver-
saire change de visage.

■ Au-delà des slogans d'un jour, uti-
les mais insuffisants, le travail du parti
doit donc continuer. D'autant plus que
des signes montrent que certains des
vieux blocages du mouvement socialis-
te peuvent laisser place à un renfor-
cement de l'unité populaire (édito, pa-
ge 3). La perspective de l'autogestion

est au centre de toute cette nouvelle
mouvance (pages 14 et 15, travaux de
la D.P.N. du P.S.U.).

Approfondir nos propositions en vue
de la prise du pouvoir par les forces
socialistes renouées, enfin capables
d'en chasser la bourgeoisie, voilà une
tâche qui mérite d'être entreprise.
C'est sans doute parce que ces se-
maines nous en font prendre cons-
cience qu'elles sont à marquer d'une
pierre blanche.

■ Si les choses ne sont pas simples
en France, elles le sont également
moins qu'on le croit au Congo-Brazza-
ville. Ce pays soi-disant progressiste
recèle en fait de curieuses pratiques
et les découvertes de complots « anar-
chistes » commencent à remplir dan-
gereusement les dépêches d'agence
(page 16).

■ T'as été au ciné cette semaine, tu
t'es acheté « Lui » et ta femme s'est
payé un « 38 de Dior ». Alors, t'as pas
dix balles pour « T.S. » ?

Jacques GALLUS ■

DÉCOUVERTE ET CULTURE

Vacances de Pâques

ALBANIE, 14 jours, 1.150 F

ALGERIE (Sud), 13 jours, 1.070 F

CHEVAL, 14 jours, 590 F

SKI, 1 semaine, 260 et 300 F

94, rue Notre-Dame-des-Champs
Paris 6^e - Tél. : 325-00-09

Permanence tous les jours
de 16 h à 19 h 30

● précisions

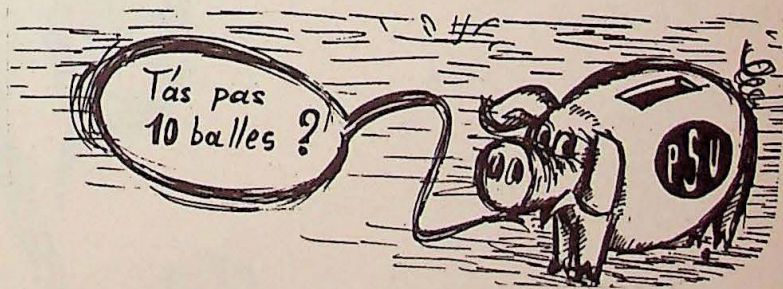
Des camarades du Val-de-Marne
nous ont écrit pour s'étonner des silen-
ces de « TS », d'une part, du BN, d'au-
tre part, sur le développement de la
situation au Congo.

Pour ce qui est de « TS », les voici,
pensons-nous, rassurés : l'affaire est
complexe et nous avons préféré atten-
dre d'avoir suffisamment d'informations
pour en parler.

Pour ce qui est du Bureau National,
nous leur signalons le communiqué du
BN daté du 27 février et envoyé à

cette date à la presse. Communiqué qui
déclare ceci :

« A la suite des derniers développe-
ments de la situation politique en Répu-
blique Populaire du Congo, M. Michel
Rocard, secrétaire national du PSU,
dans une lettre adressée au comman-
dant Marien N'Gouabi, président de la
République Populaire du Congo et pré-
sident du Comité Central du PCT (Parti
Congolais du Travail), s'inquiète des
nouvelles arrestations qui ont eu lieu
au Congo, touchant des militants congo-
lais et français, et demande, comme le
prévoient les accords déjà anciens si-
gnés par les deux organisations, qu'une
discussion s'engage rapidement à ce
sujet. »



ccp paris 14.020.44

PSU 9, rue Borromée, 75015 Paris

à gauche, du nouveau

LA presse quotidienne et hebdomadaire développe cette semaine à longueur de pages l'un des plus vieux thèmes du P.S.U. : La coupure entre le système politique et la vie sociale. L'agitation autour du perchoir et l'élection d'Edgar Faure d'un côté. La manifestation de 300.000 jeunes contre la loi Debré et la grève des O.S. de Billancourt de l'autre. « Les deux France », titrait « Combat » mardi dernier. On repense à ce qui fut le premier grand symbole de cette coupure : la superbe indifférence du mouvement de mai 68 à l'égard de l'Assemblée Nationale.

du côté du PC

Et voici que le grand illusionniste de l'époque, Edgar Faure, qui n'en finissait pas de citer Marcuse et Mao, n'a plus aujourd'hui pour référence que les pensées profondes du président Pompidou. Mauvais démarrage pour une bourgeoisie qui voudrait nous refaire le coup de la participation et de la nouvelle Société !

Ceci dit, nous sommes bien placés au P.S.U. pour connaître les limites du thème fameux du décalage entre le « pays légal » et le « pays réel ». Et lundi, quand nous chantions tous entre Gare de l'Est et Nation « Cinq ans, déjà, coucou, nous revoilà ! », ceux qui, justement, étaient là il y a cinq ans pensaient que la situation actuelle était sur plus d'un point fort différente de celle de 68.

Il suffisait d'ailleurs pour s'en convaincre de lire l'éditorial de Laurent Salini dans « l'Humanité » du mardi matin et de se reporter à la conférence de presse donnée par la C.G.T. à Billancourt !

Le Parti Communiste n'est certes sans doute pas prêt d'abandonner sa traditionnelle dénonciation « des gauchistes qui

font le jeu du pouvoir ». Sur le plan lycéen il a même tout fait par l'intermédiaire de ses organisations de jeunesse pour freiner le mouvement de lutte contre la loi Debré, pour le récupérer, et pour tenter de limiter ses objectifs au seul rétablissement des sursis. Mais voici que pour la première fois, il se rend compte qu'il ne peut plus s'opposer durablement à des mouvements de masse animés par des militants révolutionnaires.

Certains crièrent à la duplicité. La réalité est plus simple et plus intéressante aussi : le Parti Communiste commence à se rendre compte, et son dernier Comité Central le prouve, qu'il ne peut continuer à être absent de toutes les luttes populaires nées depuis mai 68, et le plus souvent non prises en charge par les organisations politiques et syndicales traditionnelles du mouvement ouvrier.

De notre côté, comme militants révolutionnaires, nous ne pouvons plus nous permettre d'oublier que cinq ans après 1968, les partis communiste et socialiste (dont chacun prévoyait alors la crise décisive, voire la disparition prochaine, existent toujours bel et bien et qu'il est impossible de compter sans eux pour le développement de la lutte anticapitaliste dans ce pays.

rompre l'isolement

Ce double constat devrait conduire le mouvement révolutionnaire à repenser profondément la stratégie et la tactique qui fut implicitement la sienne au cours de ces dernières années : jouer l'isolement en prétendant attirer à lui les masses « trompées » par leurs directions réformistes. Il doit, au contraire, prendre l'offensive de façon à « influencer directement la restructuration politique de l'ensemble du mouvement ouvrier qui se prépare » (Résolution de la D.P.N.).

Y est-il prêt ? Les sectarismes en tout genre et les vieux schémas ont sans doute la vie dure. Il est pourtant significatif que la Ligue Communiste par exemple, ait sensiblement modifié son attitude au cours de la dernière période en jouant davantage la démocratie interne du mouvement lycéen que sa récupération et en acceptant, au moins par l'intermédiaire de ses militants présents dans les coordinations lycéennes de rentrer en rapport avec des organisations comme la C.G.T. et la C.F.D.T.

fausse alternative

Le P.S.U., en tout cas, a choisi, sans rien renier de lui-même, de passer de la défensive à l'offensive, de l'isolement à la confrontation. Les trois grands objectifs fixés par la D.P.N. le montrent : l'axe du contrôle des travailleurs, la construction d'une force politique autogestionnaire, l'unité du mouvement ouvrier. Le simple fait de s'attaquer ainsi à des problèmes que nous avons longtemps niés ou sous-estimés marque pour le P.S.U. une étape importante. Nous mettons ainsi en œuvre la seule politique capable de sortir le mouvement ouvrier de la fausse alternative dans laquelle il s'est jusqu'ici enfermé et qui l'a conduit par deux fois à l'échec : un Mai 68 sans débouché politique d'abord. Une union électorale coupée des luttes populaires ensuite.

C'est de cette façon que le mouvement ouvrier pourra aller à la victoire sur la base d'une véritable unité populaire. Non pour se contenter de conquérir le Gouvernement, mais bien pour créer les bases de son propre pouvoir. Alors seulement il pourra, lui, réussir là où la bourgeoisie échouera toujours : réunifier en profondeur l'organisation politique et la vie sociale.

Gérard FERAN.

LA LIBRAIRIE

tribune
PSU socialiste

9, rue Borromée - PARIS 15^e
Ouvert tous les jours de 9 h à 19 h

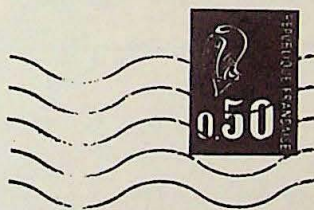
VOUS PROPOSE

Liste n° 10 :

LA BUREAUCRATIE ET LA REVOLUTION (P. Naville)	33,00
LE MARXISME APRES MARX (P. Souyri)	3,50
LE SYNDICALISME (K. Marx et F. Engels), 2 vol. à 7,50	15,00
LES VOIES DE LA REVOLUTION RUSSE (K. Radek)	9,70
CRITIQUE DU CAPITALISME QUOTIDIEN (M. Bosquet)	28,00
LA PROPRIETE CONTRE LES PAYSANS (P. Bouchet et R. Guillaumons)	9,00
« LE MAI » de la C.G.T. (G. Séguy)	20,00
Prix réel	118,20

Notre proposition : 100 francs FRANCO

Toutes commandes à adresser à : TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée - PARIS 15^e
C.C.P. 58.26.65 Paris
Règlement à joindre à la commande



le grand jeu

Je fais actuellement mon service militaire. Le jour des manifestations du 22 puis du 28, nous étions tous consignés (quartiers libres et permissions suspendues). A trois reprises dans la nuit, l'alerte a été donnée : piquet d'incendie, piquet d'intervention, jeeps équipées de radio... le grand jeu, quoi ! Quand on en demandait la raison, on nous répondait : « C'est à cause des petits cons qui manifestent, vous serez tranquilles quand ils s'arrêteront ».

La manœuvre est claire !
— Les responsables militaires ne

veulent surtout pas que les appelés entrent en contact avec les manifestants, on ne sait jamais, ils pourraient se poser des questions. — D'autre part, on essaie de développer l'hostilité des appelés (suppression des perms, alertes, intoxic...) pour l'orienter vers les lycéens.

De plus, pour éviter qu'il y ait à l'intérieur des casernes un écho à la lutte menée à l'extérieur, tous ceux fichés comme militants politiques sont mutés. C'est ainsi que je me suis vu, comme sans doute beaucoup d'autres camarades, muté sans aucun préavis ni explication, dans une caserne distante de plus de 200 kilomètres où, naturellement je ne connais personne et où on cherche à m'isoler.

Debré et l'armée prennent peur. Leur désarroi montre leur fragilité. Ils essaient de colmater les brèches, mais, zut, un jour, le courant sera assez fort !

Ce n'est qu'un début...

Un du Contingent ■

Bulletin d'adhésion au P.S.U.

Nom

Prénom

Adresse

Profession

déclare vouloir adhérer au Parti Socialiste Unifié et demande à être mis en contact avec la section la plus proche.

BULLETIN A RETOURNER AU SIEGE DU P.S.U.
9, RUE BORROMÉE, PARIS-15^e



Après les grandes et nombreuses manifestations du 22 mars, il fallait maintenir la mobilisation lycéenne jusqu'au 2 avril, date du départ du contingent et de la rentrée parlementaire. Une coordination nationale des comités de grève, tenue le samedi 24 mars, réunissant 1.500 délégués et où 120 CET étaient représentés, a décidé de poursuivre la grève illimitée au maximum, de populariser le mouvement par une journée d'explication mercredi 28 et de préparer la grande mobilisation du 2 avril.

Le pouvoir a commencé à résister, comptant sur la longueur des grèves et une retombée du mouvement après le 22 mars, il a mis en route un train de mesures répressives. Ici ou là, des lycéens sont exclus pour fait de grève parfois sans qu'aucun conseil de discipline soit convoqué, en demandant simplement aux parents de retirer du lycée et de calmer leurs chères têtes blondes. Et surtout les fermetures d'établissements se sont multipliées en province, ce qui casse complètement le mouvement en soumettant à plein temps les lycéens à leurs familles.

D'autre part, les radios, la T.V., les journaux ont clamé la reprise des cours à travers toute la France, « le retour à l'ordre dans les lycées ».

Il est vrai que beaucoup de lycéens, les classiques surtout, ont cessé la grève à partir de mercredi 28. Ce n'est pas forcément une erreur de suspen-

dre une grève, au lieu de la laisser mourir ; cela permet parfois de faire repartir le mouvement beaucoup plus facilement. Cette reprise provisoire permet notamment, dans certains cas, d'éviter la fermeture de l'établissement et le « cassage » du mouvement.

les CET dans la danse

De plus, si certains ont repris, d'autres continuent la grève ; ceux qui l'avaient commencée tard, aux environs du 22 ; d'autres encore qui ne l'ont commencée que depuis, dans le technique et le privé notamment, (même le collège Stanislas a été touché par la grève).

Jamais les C.E.T. n'avaient pris une telle place dans la mobilisation lycéen-

ne. Pour eux, certaines revendications locales (discipline, liberté d'affichage, sécurité dans les ateliers, etc.) sont aussi importantes que la loi Debré. La jeunesse ouvrière, en participant activement au mouvement, prouve, s'il le fallait, que nous ne voulons pas le rétablissement d'un privilège, que nous voulons le libre choix de la date d'incorporation pour tous les jeunes, que nous remettons en cause le rôle de l'armée bourgeoise.

En effet le débat sur l'armée en général, sur son rôle d'embrigadement et de guerre civile, est maintenant assumé par le mouvement lycéen. La clarification ne s'est pas encore généralisée, et notre rôle de militants révolutionnaires est de mettre les A.G. devant leur responsabilité : ou bien cautionner l'élargissement de l'armée de métier aux ordres de la bourgeoisie et de son état policier, ou bien exprimer notre conception de l'armée populaire par le vote de ces mots d'ordre, comme cela s'est fait en de nombreux endroits :

- libre choix de la date d'incorporation pour tous les jeunes ;
- réduction de la durée du service aux temps des classes ;
- Le S.M.I.C. pour les soldats ;
- Liberté d'information, et d'expression dans les casernes ;
- suppression de tout corps de police permanent ;
- A bas l'armée de métier ;
- Le contingent ne doit plus briser les grèves, service national, service du capital !

— Le contingent avec nous !

Voilà qui montre fortement que la commission armée-jeunesse est en effet bien loin de représenter les idées de la jeunesse sur la question. Voilà qui montre également, que les lycéens sont capables de poser à travers leur grève des problèmes qui les dépassent largement, des problèmes qui concernent tout le monde.

L'armée est un exemple, l'école en est un autre. En effet pour rester mobilisés, tout en entretenant leurs connaissances, évitant ainsi l'effritement de la grève, les lycéens ont parfois organisé des contre-cours, ils ont alors pris conscience qu'il était possible de détruire l'école des patrons avec sa hiérarchie de savoir, de créer un autre système de formation, sans contraintes, ouvert aux luttes politiques, où tout simplement, la gaieté et le plaisir ont leur place, et où chacun contrôle l'organisation collective de la vie.

sortir du ghetto

Vous voyez, ce mouvement est riche, et il était indispensable de le faire connaître sous son vrai jour à toute la population. La journée d'explication du 28 mars répondait à cette nécessité, tout en créant une échéance-relais aux lycéens mobilisés. Cette journée, sans atteindre une ampleur énorme, a joué son rôle. Des contacts

l'An 01 à Montaigne

« I have worked all my life to let my son be a man, a real one, mister Debré. You won't take him to the army and force him to stop his studies! »

« Young people Air, must learn as early as possible to serve the nation. The nation, Sir, needs an army to be protected. »

« I think that is you, and your fellows Mister Debré who need to be protected! » (1)

Dialogue imaginaire bien sûr. Debré et son interlocuteur sont deux élèves du lycée Montaigne. La scène se passe dans une salle de classe bondée. C'est le contre-cours d'anglais organisé par les grévistes. Le professeur improvisé est un jeune américain : « L'essentiel est que nous parlions anglais... Je propose que nous fassions un psychodrame. Qui veut jouer M. Debré ? »

Et c'est comme cela que ça a démarré.

« Dis, comment on dit entonnoir en anglais... « Funnel? C'est chouette » !

Les questions et réponses fusent tout naturellement dans l'anglais que

l'on peut. Petit à petit on imagine de nouveaux personnages, de nouvelles situations. Voilà une pseudo-Mme Debré (elle est du M.L.F., elle...).

— Mme Debré. Votre mari nous a déclaré qu'il préférerait dormir avec son entonnoir. Alors comme ça vous acceptez de vivre sans amour ?

— « Pas du tout. Vous savez la majorité c'est une grande famille... »

Tout y passe. L'armée faiseuse de cons. L'école prison, la libération des femmes... Le pied, une heure entière de cours où personne ne s'est ennuyé une seconde. Où tout le monde a participé avec enthousiasme. Plein de vocabulaire nouveau qu'on est sûr de retenir...

Le lycée Montaigne a été un des premiers bahuts à lancer l'idée du contre-cours. On peut lire sur une affiche : « Les contre-cours ne sont pas une solution de remplacement, mais une forme d'action contre la loi Debré. »

L'expérience se poursuit depuis plusieurs jours et l'affluence est toujours plus grande aux cours-pirates. Il y en a dans toutes les matières. Bien sûr on ne fait pas de psychodrame en

Maths. C'est du sérieux. Mais en économie et en histoire par exemple, on met les bouquins de côté. Plus de salades qui n'intéressent personne. Les vrais problèmes sont abordés : le fameux « esprit d'entreprise » la loi du profit, la commune de Paris. Finies la discrimination, les barrières :

— « Hier une fille de philo a parlé des grèves, de la censure. Je suis en 4^e. Nous ne sommes pas nombreux à faire la grève dans ma classe. Je vais sans doute me faire vider ou redoubler à la fin de l'année... Mais je m'en f... j'ai appris des trucs passionnants. »

Ailleurs quelqu'un a eu l'initiative de créer un groupe de travail sur l'angoisse :

— « Nous avons écrit un texte à plusieurs. Tout ce que nous suggérerait l'angoisse. On a surtout parlé de l'angoisse d'être à l'école, entre quatre murs. Toujours surveillés. Il faut faire ci, il ne faut pas faire ça... Et les notes, et les colles... C'est comme l'armée ça rend dingue. »

L'idée a fait son chemin. Le groupe a décidé d'enregistrer le texte.

— « Viens voir, nous sommes en train de fabriquer un immense mannequin en treillis et papier journal. Quand la colle et la peinture seront sèches, nous mettrons le magnéto à l'intérieur et puis nous donnerons une représentation dans la cour. »

Et les profs (les vrais) ? Seuls quatre d'entre eux sur 120 approuvent les cours-pirates. Les autres sont inquiets, certains même indignés. Pas étonnant, les cours normaux n'ont jamais eu autant de succès. Ils ont les jetons les profs. Ils se demandent comment ils vont reprendre tout ça en main. Ça va

être dur en effet de rétablir l'ordre. Au-delà de l'abrogation du sursis, au-delà de la contestation globale de l'armée et de l'école, c'est la société même qui est remise en question. Pour beaucoup, ce refus est vécu avant même qu'il y ait une réelle prise de conscience politique. Ras le bol, voilà c'est suffisant pour tout arrêter. « Le monde est peuplé de cons ». En lettres de feu sur un mur bleu cru, couleur de mer et de vacances, (on fait la quête pour acheter les pots de peinture), les slogans sont parlants.

« La révolution c'est la fête ». « La seule solution, c'est la révolution. » Et les dessins, alors ! : soleils et croissants de lune, fleurs bigarrées explosent dans tous les coins. Un immense refus de la grisaille, la routine, cette mort lente...

Au lycée Montaigne et sans doute dans beaucoup d'autres bahuts, on a un peu vécu l'An 01, pendant cette grève. Difficile d'accepter de rentrer bien sagement dans les rangs après avoir pris un tel pied. Pôvre Debré, Pôvre Fontanet. Pôvre France. Où allons-nous ! Des gosses de 15 ans qui pratiquent l'autogestion !

Gabrielle RICHET ■

(1) — « J'ai travaillé toute ma vie pour faire de mon fils un homme, un vrai, Monsieur Debré. Vous n'allez pas me le prendre à l'armée, l'obliger à interrompre ses études. »

— « Les jeunes, monsieur, doivent, le plus tôt possible, apprendre à servir la nation. La nation, monsieur, a besoin d'une armée pour la protéger. »

— « Je crois que c'est vous qui avez besoin de soldats pour vous protéger, vous et vos copains, monsieur Debré. »

OOO!



ont été établis et ils risquent de durer : en effet les lycéens n'ont pas uniquement raconté au bon peuple ce qu'ils faisaient dans leurs bahuts, ils ont aussi écouté. Il est significatif de constater la présence de travailleurs immigrés dans les lycées, pour expliquer leur lutte contre la circulaire Fontanet et pour appeler à la manifestation de samedi. Il est significatif de voir des affiches décrivant la grève de Renault recouvrir celles qui expliquait le contenu de la loi Debré. Il est significatif le soutien de la C.F.D.T., de la C.G.T. et de la F.E.N. à la mobilisation du 2 avril.

Pour les lycéens du P.S.U. qui disent depuis longtemps qu'il faut sortir du ghetto des lycées pour soutenir les luttes des travailleurs, c'est un aspect très encourageant et d'une importance capitale pour la suite du mouvement.

En effet comment espérer vaincre sur le problème des sursis, remettre en cause les appareils d'Etat oppressifs que sont l'armée et l'école, si le tout-Etat qui nous gouverne et nous informe, ne se sent pas remis en cause par un rapport de force global, attaqué par une unité populaire combative ?

Je vous parlais du mouvement lycéen et ne vous inquiétez pas, je vous en parle encore. Mais les lycéens ne peuvent plus rester seuls ; ils ont posé le problème de l'armée, celui de l'école ; ils ont uni la jeunesse intellectuelle et ouvrière ; ils ont défendu les soldats du contingent.

Après les élections ils viennent de rejoindre le combat des travailleurs réveiller bruyamment ce pays. Il est difficile d'aller plus loin, si ce n'est qui renait lui aussi.

Rejoindre le combat populaire, c'est en effet la seule solution, mais le mouvement de la jeunesse devra garder son rôle, sa spécificité, sa richesse. Les lycéens ont encore bien des équivoques à résoudre, et nous pensons que la rencontre nationale des lycéens

P.S.U. qui aura lieu à Pâques avec ceux de l'A.M.R. et des C.I.C. pourra apporter des réponses à ces questions.

envoi...

Ouf, j'ai fini. C'est dur d'animer une semaine de grève active à Paris et de « faire le point » pour les camarades à la fin. Mais il paraît qu'à la rédaction, ils tiennent vraiment à ce que les lycéens s'expriment par eux-mêmes, si ce papier ne vous a pas plu, la prochaine fois faites-le à ma place, et de toute façon, aidez-nous en écrivant plein de lettres au P.S.U., secteur lycéen, 9, rue Borromée, 75015 Paris. Salut.

Paul HUBAT (lycéen) ■

(1) Réunissant 1.500 délégués et où 120 C.E.T. étaient représentés.

LES REVOLUTIONNAIRES ET L'ARMEE DE LA BOURGEOISIE

D'actualité pour comprendre le rôle historique de l'armée, sa place dans la nation, son rôle social et les luttes qui s'y déroulent 52 p., 3,50 F

Sur commande à la librairie - T.S. - 9, rue Borromée, 75015 Paris. C.C.P. Paris 58.26.65.

● patronat-université : l'aveu

[On s'inquiétait sur l'avenir réservé aux étudiants après les D.E.U.G. Nous pouvons aujourd'hui faire se dissiper toutes les interrogations et tous les malentendus.

[On s'en doutait mais mieux vaut encore le lire de source autorisée : le patronat prend en main directement la formation universitaire à tous les niveaux.

[C'est ce que nous indique une circulaire — confidentielle — adressée par le ministère de l'Education nationale aux Présidents d'Université, dont nous donnons quelques extraits particulièrement éclairants.

- Note sur les orientations générales du 2 cycle universitaire - Structure du 2^e cycle.

Les conditions d'accès à chacun de ces type de maîtrise devront faire l'objet d'une définition précise.

Pour les maîtrises à finalité professionnelle, dont l'une des caractéristiques prin-

cipales réside dans la définition des programmes en liaison avec les représentants des professions concernées, l'accès doit être conçu en fonction des possibilités que peut révéler l'étude du marché de l'emploi. Il semble donc indispensable de donner aux universités la possibilité d'imposer aux candidats la possession d'un D.E.U.G. éventuellement renforcé et contenant obligatoirement certains enseignements... (et pour conclure) il appartiendra aux trois universités... de définir le contenu des enseignements, en faisant participer à cette tâche, non seulement des universitaires, mais également des personnalités extérieures appartenant à leurs conseils ou aux conseils régionaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de manière plus générale, l'ensemble des personnes dont elles estimeraient utile de recueillir le point de vue... ■



la santé du Président

On s'était habitué à ce que le « monde politique », comme on dit pour désigner les animateurs politiques de la bourgeoisie, grouille et grenouille à l'approche de la constitution d'un nouveau gouvernement. On n'a pas manqué à la tradition. Mais le plus nouveau, le plus étonnant, a été, ces dernières semaines, cette « course au perchoir », cette concurrence au sein de la majorité pour la présidence de l'Assemblée nationale. Si étonnant que cela ? Au fond, peut-être pas...

B IEN sûr, on pourrait se dire qu'Edgar Faure souhaitait une retraite dorée — et qu'il l'a eue. Que Chaban aurait voulu ne pas continuer à s'ennuyer à Bordeaux, mais que ses petits camarades n'ont pas voulu de lui au perchoir. Tout cela ne va pas très loin direz-vous.

Cependant, Edgar (qui n'estime pas du tout être à l'âge de la retraite) comme Chaban voyaient plus loin. Leur stratégie — celle de quelques autres aussi, mais il fallait être U.D.R. pour être président de l'Assemblée — a un objectif précis : l'Elysée.

Le thème à la mode, chez ceux qui gèrent l'Etat comme chez ceux qui aspirent à le « réformer » est, depuis un certain temps, celui de l'ouverture — « Pas d'ennemis au centre ! » — et de la rénovation du Parlement : fini le temps des godillots, que les bouches s'ouvrent dans la majorité, plus de mannequins au C.D.P., oubliée l'époque des mesquines brimades à l'opposition, les députés vont enfin faire vraiment leur métier, maintenant au Parlement on va vraiment causer, et travailler, etc. Or, qui pourra mieux incarner cette ardente et noble volonté d'ouverture politique et de restauration de l'Assemblée que son Président ? Et qui pourra mieux s'en prévaloir pour, demain, être le candidat présidentiel de la « nouvelle » majorité ? C'est la question que se sont posée le malin Edgar comme le rusé Chaban.

Don, d'écoutez-vous encore, mais l'Elysée, ça ne se joue jamais qu'en 1976, et d'ici là... Formellement, vous aurez raison. Mais il faut faire intervenir ici une donnée fondamentale pour ces messieurs : il s'agit de l'interrogation qui

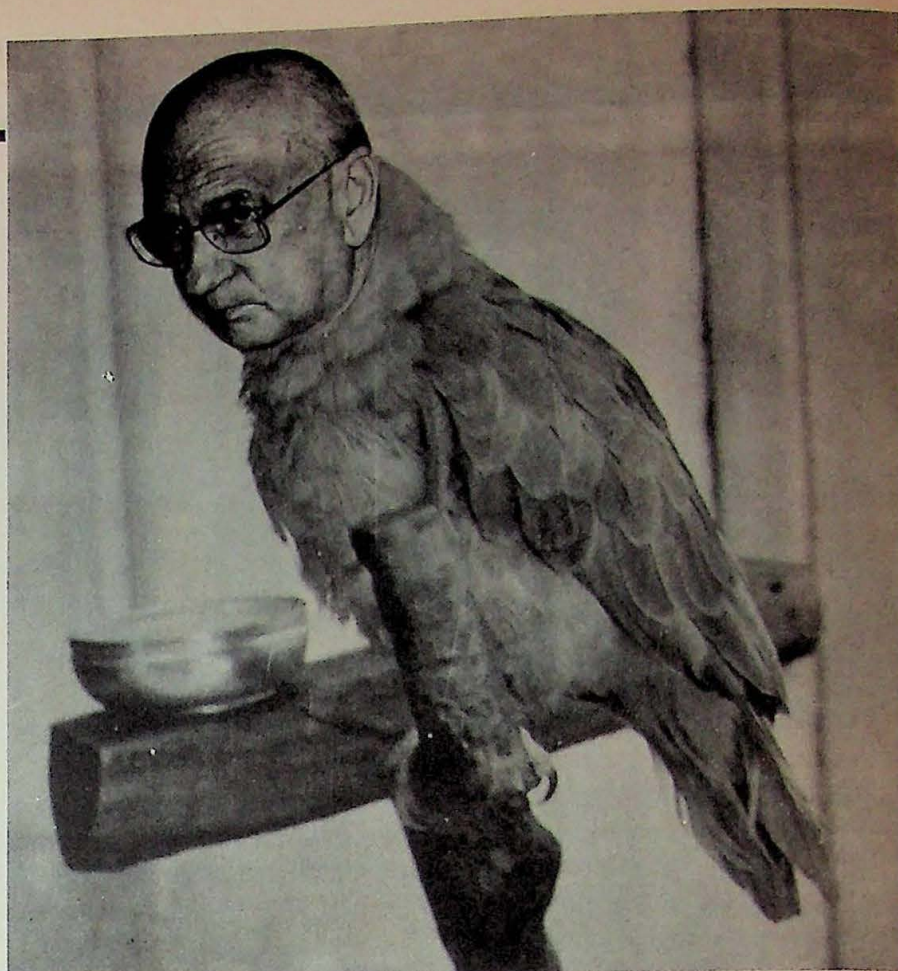
plane à propos de la santé de l'actuel locataire de l'Elysée, du « château » comme on dit à l'U.D.R.

l'intox et les candidats

Entendons-nous bien. Tribune Socialiste n'entend pas prendre le relais des journaux de ragots, et colporter le moindre bruit qui court les couloirs. Mais il se trouve que, depuis quelques semaines, une « intox » fantastique s'est propagée dans les « milieux généralement bien informés », selon laquelle Pompidou serait atteint d'un mal incurable. C'est à qui aurait vu quelqu'un qui aurait rencontré un ami intime du médecin personnel du Président. Les conversations politiques de la majorité se font à base de cortisone. Les journalistes sont en chasse d'informations de première main sur l'existence et la nature d'une éventuelle tumeur...

Bien sûr, personne n'ose imprimer quoi que ce soit — et cela se conçoit d'autant mieux qu'il est tout à fait possible, au fond, que la rumeur n'ait aucune espèce de fondement. Mais, à tout hasard, les rédacteurs en chef des grands quotidiens ont refait leur rubrique nécrologique sur Georges Pompidou. Et surtout, les leaders des différentes fractions de la majorité ont estimé qu'il fallait se placer le plus vite possible, pour prendre date dès maintenant : après tout, on ne sait jamais : si c'était vrai ?

A l'heure de l'ouverture et de la IV^e République bis, Edgar se sent ainsi une nouvelle jeunesse. Chaban lui, est toujours jeune. Mais le groupe U.D.R. ne veut pas trop entendre parler de



Edgar Faure. — Perchoir pour un président.

lui pour le moment : on trouve qu'il s'est un peu trop accroché de casseroles aux souliers ces derniers temps... Le nom d'un certain Dega est même à plusieurs reprises — ouvertement — venu sur le tapis, l'autre semaine, à la réunion du groupe. Les U.D.R. risquent d'ailleurs un jour de se mordre les doigts d'avoir ainsi mis le rugbyman à l'écart, car ils risquent d'être pris de vitesse par Giscard. L'ambition de celui-ci, qui a si bien mené sa barque personnelle pendant la dernière campagne électorale, est d'être le successeur à Matignon de Messmer II, et d'apparaître ainsi comme le dauphin de Pompidou. Il ne peut pas, dans la mesure où il n'appartient pas au groupe le plus puissant de la majorité, espérer en être le leader avant au moins un an ou deux ; mais il espère bien que sa position marginale de Républicain Indépendant sera en revan-

che « payante » au moment où la majorité s'élargira. D'ici là, il n'a qu'à continuer à soigner son image de marque, technique et politique, et apparaître comme un excellent serviteur de Pompidou. Lequel continue de veiller à tout, puisqu'il a personnellement réglé les questions de la composition du gouvernement, de la présidence de l'Assemblée nationale, ainsi que du groupe parlementaire et du secrétariat général de l'U.D.R.

N'empêche. A l'heure où ce sont de petits maroquins qui font courir les Achille-Fould de base, il est réconfortant, ne pensez-vous pas, de constater que de grands hommes sont animés de grands desseins, et que le plaisir de présider à notre destin suscite tant de calculs...

Gilbert HERCET.

comment ils ont gagné

Des précisions commencent à arriver en métropole sur la fraude électorale dans la première circonscription de la Guadeloupe, où le Dr Hélène (UDR), arrivé au premier tour avec 2.400 voix de moins que le communiste Ibené, a été réélu le 13 mars, avec 200 voix d'avance. Au Gosiet, où Hélène est maire, les électeurs ont voté à 85,5 % (98,6 % dans le 3^e bureau) alors que la participation ne dépasse jamais 60 % (48 % de moyenne) en Guadeloupe où l'abstention est toujours très forte. Au 3^e bureau — où l'urne n'avait pas été ouverte le matin comme le prévoit la loi — 768 votants sur 779 inscrits et 657 voix pour l'UDR ; au 4^e bureau, l'urne et les procès-verbaux sont enlevés par les CRS en cours de transport au bu-

reau recenseur et apportés directement chez le Dr Hélène (!). Les résultats proclamés au bureau de vote (Inscrits : 827 - Votants : 618 — Ibené : 108 - Hélène : 498) deviennent subitement : Votants : 736, Ibené : 18, Hélène : 688...

Le maire communiste de Pointe-à-Pitre relève dans une déclaration (où il confirme ces informations) que, dans sa commune pas une voix n'a été contestée ou enlevée au candidat UDR... Par ailleurs notre correspondant nous signale qu'avant le 2^e tour, lui et sa femme n'avaient reçu que la profession de foi et le bulletin de vote UDR. Encore une fois bravo à l'administration préfectorale : la Patrie a été sauvée !

PSU - DOCUMENTATION

Vient de paraître :

N° 42-44 : Mouvement révolutionnaire et université

Prix : 3 F

Numéros disponibles :

N° 16 : Les travailleurs émigrés	1,00
N° 17 : Les fondements de l'exploitation capitaliste	1,00
N°s 22-23 : Sur le mouvement politique de masse	2,00
N°s 24-25 : La police dans la lutte de classes	2,00
N° 26 : Rosa Luxemburg : Grève de masse, partis et syndicats	1,00
N°s 27-28 : La crise du système monétaire international	2,00
N°s 29-30 : Nationalisation et révolution	2,00
N°s 31-32-33 : Les problèmes de l'emploi	3,00
N°s 35-36-37 : le PSU analyse l'accord entre le PCF et le PS pour un programme commun de gouvernement	3,00
N°s 38-39-40-41 : Les révolutionnaires et l'armée de la bourgeoisie	3,50

Abonnement, 20 numéros : 15 F
à TRIBUNE SOCIALISTE
9, rue Borromée
75015 PARIS

Paiement à la commande par chèque bancaire ou postal CCP TS 58.26.65 Paris.

ARVEL

Au service de la famille et des jeunes

● YOUGOSLAVIE

2 semaines au bord de l'Adriatique : 400 F.
3 semaines de découvertes : 780 F.

● TUNISIE

2 semaines de circuit : 1.020 F.
(Départ en avion de Marseille.)

● ET SI VOS VACANCES ETAIENT UNE FETE !

Festival de Tabarka (Tunisie).
2 semaines au départ de Paris ou de Marseille (780-880 F).

ARVEL, 12, boulevard des Brotteaux, 69006 Lyon
tél. (78) 52-56-48



Alger, 26 avril 1961 : massée sur le forum, la foule écoute Jouhaud, Salan, Challe et Zeller.

DES images d'Epinal et des statues de héros : c'est ainsi qu'on nous montre l'Histoire. Une Histoire — surtout récente — qui est au cœur du débat politique : le Front populaire, la Résistance, la Libération, la guerre d'Algérie — autant d'événements historiques qui provoquent aujourd'hui encore des réactions politiques. Mai 1968 entre aussi à petits pas dans l'Histoire, porté par ceux qui sont, dans une certaine mesure, ses « anciens combattants ».

Pourquoi ces références ? Parce que l'Histoire apporte une caution et des leçons : d'où l'importance de ne pas la laisser trahir par une mémoire, qui oublie vite ou qui retient trop bien. La guerre d'Algérie est aujourd'hui assez loin pour

que les passions qu'elle suscite se limitent au débat : à l'occasion d'un cycle de conférences de la Maison pour Tous du V^e arrondissement — Français, si vous aviez su... —, René Schneider fait le point sur l'information dont nous disposons aujourd'hui sur la guerre d'Algérie et explique pourquoi ce retour sur le devant de la scène d'une époque que d'aucuns auraient bien voulu enterrer.

Notre information sur la guerre d'Algérie ne dépend-elle pas largement de ce que fut l'information pendant la guerre d'Algérie ? Claude Bourdet, alors à France-Observateur, rappelle les difficultés du métier de journaliste à cette époque, entre les pressions et la répression.

Troisième élément du dossier, un entre-

tien avec André Harris et Alain de Sédouy ; leurs films projetés en ce moment participent justement de ce retour en force de l'Histoire. C'est sur leur démarche que nous sommes allés les interroger.

Que la guerre d'Algérie, qui s'est achevée il y a dix ans à peine, laisse les questions en l'état n'est pas fait pour étonner ; mais l'histoire plus ancienne de Vichy n'est pas close non plus — les controverses autour du rôle de Klaus Altmann-Barbie sont là pour le montrer, entre autres.

En vous présentant ce dossier, Tribune Socialiste n'a pas voulu faire œuvre savante ou d'érudition : tout cela est encore fort présent, et l'Histoire ne donne pas que le passé à comprendre...

J.-F. M. ■

● le retour de la guerre d'Algérie

Plus de dix ans après la signature des accords d'Évian, la guerre d'Algérie fait à nouveau recette. Le fait serait banal — étant donné les mœurs de l'édition et de goût plus ou moins spontané du public pour une littérature de « témoignage » à prétention historique — si cette subite floraison de publications et de films ne suivait dix ans de lourd silence soigneusement entretenu sur ces questions.

D'ABORD, la grosse artillerie : les quatre forts volumes d'Yves Courrière, des *Fils de la Toussaint* aux *Feux du Désespoir*. L'auteur ne s'en est pas tenu là : le film qu'il a confectionné avec des documents d'époque (*la Guerre d'Algérie*) est sorti dans les plus grandes salles parisiennes et a attiré un public remarquablement nombreux et varié (alors que les rares films consacrés jusqu'ici à des sujets semblables étaient l'objet d'une diffusion confidentielle, quand ils n'étaient pas interdits, comme *la Bataille d'Alger*). Poursuivant sur sa lancée, notre homme publie chaque semaine une revue richement illustrée, qui se vend comme des petits pains (elle tire à trois ou quatre cent mille exemplaires et n'a pratiquement pas de « bouillon »).

A côté de cette valeur sûre de l'édition littéraire et cinématographi-

que, voici la foule des « souvenirs » et autres « mémoires » : Salan, Jouhaud, Soustelle, Godard, Jules Roy, Bollardière, et, bien sûr, Massu, redvenu grâce à la télévision et aux magazines féminins (1) une célébrité nationale. Et ce n'est pas le dossier accablant établi par Pierre Vidal-Naquet (*la Torture dans la République*) qui fera commercialement parlant contre-poids à cette défense et illustration de la torture (ça ne fait pas mal. La preuve ? J'ai essayé... »).

Le cinéma suit le mouvement, avec le film de Courrière déjà cité, avec la trilogie d'André Harris et Alain de Sédouy (*Français, si vous saviez*), avec la projection de *la Bataille d'Alger* de Pontecorvo, avec le film de Vautier, « *Avoir 20 ans dans les Aurès* », dont la diffusion est symptomatiquement restée limitée à de petites salles.

C'est plutôt du côté des historiens « professionnels » qu'on s'agite le moins, à l'exception bien sûr des universitaires militants, tel Vidal-Naquet, qui n'ont pas attendu ces dernières années pour prendre la plume. Peu de choses à signaler de ce côté ; la lumière doit venir de Berlin, où on nous promet une thèse fort érudite sur la guerre d'Algérie.

Au terme de cet inventaire rapide, plusieurs questions se trouvent posées : quel est le sens de ce déferlement d'information ? Plutôt, s'agit-il vraiment d'information ? La guerre d'Algérie, telle qu'on nous la présente, est-elle pour nous un spectacle, une découverte, un souvenir, comme le demande J.-M. Domenach dans la récente Table ronde d'*Esprit* (octobre 72). Dans ce domaine, l'information ne saurait être neutre. Que représente la guerre d'Algérie, tant pour ceux qui y participèrent que pour ceux qui n'apprennent qu'aujourd'hui à la connaître ?

A la réflexion, on comprend assez bien que pendant dix ans la guerre d'Algérie soit restée au rang des souvenirs qu'on préfère ne pas trop agiter. Trop de gens avaient intérêt à ce qu'on n'en parle plus. De Gaulle, sous

le règne duquel les opérations militaires n'ont pas été menées avec plus d'« humanité » que sous la IV^e République... Une fois la page tournée, dans des conditions peu satisfaisantes pour l'« honneur national », il fallait penser à autre chose, amuser l'opinion avec les « grands desseins » de la diplomatie gaullienne. Quant aux colonels, aux ultras et autres activistes, on conçoit qu'ils aient eu besoin de ruminer leur déception et leur rancœur avant de les faire déferler... D'autant que bon nombre d'entre eux ont dû attendre la grande peur de 1968 et le pompidolisme pour être à nouveau accueillis dans la bonne société.

Et la gauche ? Elle est finalement apparue comme la complice de la droite dans cette conspiration du silence. Le parti communiste, qui n'a pas été, c'est le moins qu'on puisse dire, un élément moteur de la résistance à la guerre avait hâte, lui aussi, de voir la page tournée. La social-démocratie avait à se purifier des lamentables errements de 1956, de la trahison des espoirs de paix dont était porteur le Front Républicain, du soutien à Lacoste et au « national-molletisme ».

Mais la nouvelle extrême-gauche, précisément suscitée et renforcée par la lutte anti-colonialiste ? Mais le PSU ?... Ici, le silence s'explique peut-être par la faillite des espoirs mis dans l'avenir de la révolution algérienne. Malgré le surgissement du conflit vietnamien, l'impérialisme ne s'est pas effondré du jour au lendemain sous les coups d'une contestation venue de l'extérieur. Du côté algérien, on a peu fait pour remédier à ce blocage de la réflexion. C'est le peuple algérien qui écrira l'histoire

de la guerre, nous assure-t-on à Alger. Et c'est fondamentalement vrai. Mais pourquoi justement l'entreprise est-elle si peu avancée ?

Si l'on cesse d'examiner le cas des têtes politiques et des militants, on se demande comment la génération la plus directement concernée, celle qui a « fait » l'Algérie (deux millions d'individus) s'est réinsérée dans la société. Tous les témoignages concordent pour faire état d'un « traumatisme » que la plupart des intéressés ont cherché à oublier. Beaucoup, rapporte Jacques Julliard, refusaient de parler parce que « tout ce qu'ils auraient pu dire à chaud était trop chargé d'affectivité, trop marqué de leur histoire personnelle » (Esprit, octobre 1972). Les appelés du contingent sont rentrés en France avec l'intention de « faire une croix » sur leurs souvenirs. Ce n'est que récemment qu'ils ont commencé à parler.

Soustelle et... Edgar Faure

Dans ces conditions, on s'explique que les classes d'âge mises en mouvement en 1968 n'aient guère fait référence dans leur pratique politique aux événements d'Algérie, pratiquement absents de la littérature de mai. Seul le terme de « ratonnade » était resté dans toutes les mémoires... Mais jamais, à notre connaissance, l'ampleur de la répression policière n'a pu raviver le souvenir des massacres parisiens du 17 octobre 1961 (2).

Pourquoi donc, du jour au lendemain, ce revirement ? D'autres souvenirs, souvent peu glorieux pour la « conscience » nationale, relatifs à l'occupation, à la collaboration et à la résistance, ont attendu plus de vingt-cinq ans pour refaire surface, avec notamment le film *Le Chagrin et la Pitié* et diverses publications historiques (d'origine étrangère, bien sûr).

Explication immédiate, et insuffisante, la guerre d'Algérie est aujourd'hui une affaire rentable, et ce ne sont pas généralement les témoignages les plus riches et novateurs qui font le plus recette... Mais pourquoi le public suit-il ?

Il faut tenir compte de la liquidation du gaullisme et de ses rêves. Les Français retrouvent le sentiment d'appartenir à un pays de second ordre et voient resurgir du même coup les inquiétudes et les appréhensions nées de la ruine de l'empire colonial. Cette liquidation ne va pas sans de spectaculaires remaniements du personnel politique. Le siège parlementaire de Michel Rocard est enlevé par un UDR néophyte, ancien opposant d'extrême-droite à la politique algérienne de De Gaulle. Georges Bidault tente une réapparition électorale dans le 5^e arrondissement de Paris ; son échec nous réjouit, mais ne nous fait pas oublier le succès de Soustelle à Lyon, « salué » sur les ondes par Edgar Faure (tous deux ont d'ailleurs travaillé de concert à la répression en Algérie, l'un comme président du Conseil, l'autre comme gouverneur général en 1955).

La génération fraîchement venue à la politique, les jeunes militants des organisations d'extrême-gauche, sont amenés par leur pratique militante à fouiller les souvenirs de leurs aînés. En luttant contre l'impérialisme sous toutes ses formes (Vietnam, Tchad), en dénonçant la manière particulière dont le gouvernement fait régner l'ordre et la démocratie à Djibouti, à la Réunion ou ailleurs, en prenant conscience des méthodes de répression en usage dans la police française, en mettant en accusation le racisme et la situation faite aux travailleurs immigrés, ils découvrent que ces problèmes n'ont, en France, rien de nouveau. La « pacification » sanglante, le déplacement brutal de populations, la torture, mais aussi l'insoumission et la désertion n'ont pas commencé au Vietnam. Enfin, du côté de la « génération

de l'Algérie », les langues se délient. Le général de Bollardière, pendant toute une période après la publication de sa courageuse réponse à Massu, aurait reçu chaque jour plus de dix lettres émanant de soldats, mais aussi d'officiers qui, pour la première fois, se mettaient à raconter les exactions dont ils avaient été les témoins ou les exécutants.

Mais, à ce besoin nouvellement ressenti, il faut une matière offrant des garanties du point de vue de l'appréciation politique ou plus simplement de l'honnêteté et de la rigueur intellectuelles. Nous sommes souvent loin du compte...

Il faut l'avouer tout de suite, nous devons à Courrière et à ses émules quelques bons moments : la séquence où Guy Mollet, dans le même souffle, annonce que le service militaire ne sera pas prolongé, mais que les soldats feront six mois de plus est des meilleures. Il est réconfortant de découvrir qu'Argoud, en qui les militants anticolonialistes voyaient un des « cerveaux » du nouveau fascisme, n'est qu'un pantin assez dérisoire (en dépit ou à cause de la publicité induite que lui font Harris et Sédouy). Dans un registre infiniment plus dramatique, d'autres images devaient nécessairement être montrées : celles où l'on voit, après les émeutes de Philippeville, un soldat abattre froidement un passant, devant la caméra ; celles des premières manifestations musulmanes à Alger en décembre 1960...

Ces films et ces publications ont une autre utilité : ils fournissent à ceux qui l'ont oublié et à ceux qui ne l'ont jamais connu l'indispensable repérage chronologique. Mais cela est bien évidemment insuffisant.

Les événements défilent, bien à leur place, sans qu'on soit en mesure d'expliquer leur surgissement. Dans le film de Courrière, la genèse algérienne du 13 mai, ses prolongements métropolitains restent incompréhensibles. Plus grave, si l'on admet que toute cette affaire, comme le dit l'un des participants à la table ronde d'Esprit, était avant tout « une histoire entre Français à propos des Algériens », les événements de France (ou leur absence) sont constamment minimisés. On voit apparaître, à l'extrême fin de la période, l'OAS, la mobilisation populaire antifasciste, Charonne, mais rien n'est dit sur l'inertie qui a précédé, sur le racisme ouvert ou latent, pas plus que sur la portée et les limites de la résistance. « Avoir 20 ans à Paris, c'est ce qui jamais ne nous est montré » (Madeleine Reberlioux).

Dans la chronique d'Yves Courrière, on assiste au triomphe de l'anecdote, souvent gratuite. L'arrestation de Salan a droit à dix pages et à un grand luxe de détails. Même scénario pour les diverses opérations d'« intoxication » des dirigeants de willayas par les services secrets français. Mais l'évolution de la conscience nationale du peuple algérien n'est pas réellement montrée. Le FLN, dans le film de Courrière, c'est l'image stéréotypée du maquisard marchant au pas. Nous savons que « le colonel sortit à cinq heures », quel tabac il fumait, quel temps il faisait ce jour-là : nous ne comprenons pas comment les Algériens sont devenus indépendants.

Les récits et mémoires publiés par les témoins militaires ne modifient guère ce constat. Le titre d'un de ces livres « Je ne regrette rien », par le capitaine Sergent, résume assez bien le niveau de cette littérature de rumination.

Il ne s'agit pas là de reproches purement stylistiques. La façon dont on prétend nous rendre compte de la guerre correspond au but qu'on veut atteindre et aux exigences supposées du public virtuel. *Historia-Magazine* doit se vendre aussi bien aux rapatriés qu'aux travailleurs algériens : d'où un savant dosage : une photo de Massu, une autre de Ferhat Abbas ; trois lignes sur les tortures, trois pages sur un massacre d'Européens. Prétention à la neutralité au demeurant illusoire et mystificatrice. On applique en fait « la recette bien connue du

pâté de cheval et d'alouette » (Pierre Vidal-Naquet).

Même certains films militants n'échappent pas à toute critique. *La Bataille d'Alger*, réalisée avec la collaboration de Yacéf Saadi, n'a pourtant rien du film de pure louange. Le processus d'acceptation du terrorisme « aveugle » y est remarquablement situé, notamment par rapport aux précédents du terrorisme européen. Mais, paradoxalement, la façon courtoise dont sont présentés et valorisés cer-



Le peuple algérien écrit l'histoire de la guerre.

tains éléments de l'armée française (on comprend mal, à cet égard, les protestations soulevées par le film dans ces milieux) fausse quelque peu le débat, comme si la bataille d'Alger avait été un combat « entre soldats », alors que, nous le savons, la lutte contre l'oppression colonialiste n'est pas une bataille « à armes égales ».

Le film de Vautier, « Avoir 20 ans dans les Aurès », s'inspire du récit authentique d'un soldat français (interviewé par Harris et Sédouy dans le dernier volet de leur trilogie) qui déserta avec le prisonnier qu'il avait pour mission de faire disparaître au cours d'une de ces trop fausses « corvées de bois ». Film remarquable, mais qui ne va pas jusqu'au bout de la reconstitution, puisque le héros meurt victime d'un malentendu absurde.

le même combat

Ni le récit sécurisant, faussement neutre et « objectif », ni l'image, pour vraie et scrupuleuse qu'elle soit, ne suffisent à rendre compte d'événements qui ne cessent pourtant de nous interroger. Et les questions qu'ils nous posent concernent l'impact du conflit sur les institutions et la société française, sur ce qu'il permet d'en entrevoir.

Et d'abord, pourquoi, encore une fois, ce silence de dix ans après la paix ? Pierre Vidal-Naquet se demande, dans son livre sur la torture, pourquoi il n'y a pas eu en France de « nouvelle affaire Dreyfus » à l'occasion des révélations du comité Maurice Audin. Il incrimine justement la puissance des moyens de conditionnement idéologique dont dispose désormais l'Etat bourgeois. Est-ce suffisant ? Il a fallu attendre quinze ans pour que le terme de torture remplace celui de « sévices » dans la bouche des autorités. Et la seule sanction prise dans l'armée contre un tortionnaire au moment de la guerre d'Algérie concerne un caporal-chef puni à l'autome 62 pour les mauvais traitements qu'il avait infligés à de jeunes recrues... Pendant la guerre on a saisi

de nombreux journaux qui disaient la vérité ; on a tenté d'asphyxier financièrement la presse libre. Mais aucun des nombreux procès intentés n'est venu devant les tribunaux, de peur que les révélations incriminées soient portées devant le public.

Nous pourrions aussi nous interroger utilement sur la langueur, la passivité ou la trahison de la gauche française face à ses responsabilités, sur cette foi aveugle dans les valeurs « humanistes » de la France éternelle qui désarmait des hommes de « gauche » face au refus du colonialisme, qui braquaient des enseignants laïques et syndicalistes contre le « fanatisme » musulman des patriotes algériens. Et ce n'est pas un hasard non plus si le PCF a longtemps maintenu contre vents et marées la thèse thorzienne de l'Algérie, « nation en formation », appelée à vivre avec la France dans une « union libre » qui n'implique pas nécessairement le divorce... Mais nous sommes bien placés pour savoir que c'est à l'occasion du conflit algérien que des militants ont rompu avec les organisations traditionnelles, que sont nées des solidarités qui ont eu leur prolongement en 68...

Le conflit algérien, révélateur du mensonge permanent et de l'incroyable bonne conscience de la classe dirigeante. Les mêmes individus (politiciens, juges, journalistes) qui considéraient comme criminelle l'idée que l'Algérie pût un jour accéder à l'indépendance, admettent tout aussi nécessairement, aujourd'hui, que la chose se soit faite. Qu'ont-ils appris ou compris entre-temps, et à quel coût ? Et c'est le même combat que nous devons mener, touchant de pareilles « évidences » (le statut des minorités ethniques en France, la répression policière, le régime des prisons, la militarisation de la jeunesse, etc.).

Une exigence s'affirme : contrôler l'information historique pour que demain l'on ne puisse pas à nouveau dire : « si j'avais su... ».

René SCHNEIDER ■

(1) Elle du 10 juillet 1972 citait le livre du brave général parmi les lectures recommandées pour les vacances. Avis aux cœurs sensibles...

(2) Manifestation pacifique organisée par le F.L.N. parisien pour protester contre le couvre-feu imposé aux Algériens : 30.000 participants, plus de 10.000 arrestations, plusieurs dizaines d'Algériens sont noyés dans la Seine, ou tués dans la cour de la préfecture de police en présence de Papon (actuel député du Cher), qui, sur ce point n'a jamais cherché à démentir les accusations de Vidal-Naquet... Ces événements forment la trame du film de J. Panijel (octobre à Paris) qui n'a jamais eu de diffusion commerciale.

à la Sorbonne

A l'initiative de la Maison pour Tous de la rue Mouffetard, avec la participation d'élèves de l'Ecole Normale Supérieure et du centre de formation des Journalistes, sont organisées une série de six conférences sur :

L'INFORMATION DES FRANÇAIS ET LA GUERRE D'ALGERIE

Judi 5 avril : L'année Soustelle.
Judi 30 mai : La bataille d'Alger.
Judi 10 mai : le 13 mai.
Judi 17 mai : De la paix des braves à l'autodétermination.
Judi 24 mai : Les négociations.
à 20 h 45, au GRAND AMPHITHEATRE DE LA SORBONNE, rue des Ecoles.

Cette série de conférences qui réunira des acteurs, des témoins des événements d'Algérie — parmi d'autres André Mandouze, Charles-André Jullien, Alain de Sérigny, Paul Delouvrier, Claude Bourdet, Edouard Depreux, le général Buis, le général Jacquin, Michel Rocard, Bernard Tricot, Pierre Vidal-Naquet, Paul Teitgen, etc. — veut s'attacher à cerner les rapports entre l'information et l'histoire en cours.

Pour tous renseignements : Maison pour Tous, 76, rue Mouffetard, Paris 5^e (587-22-34).

la presse et la guerre d'Algérie

Il n'était pas toujours facile d'être journaliste pendant la guerre d'Algérie, du moins lorsqu'on a du journalisme une conception un peu exigeante. Claude Bourdet en sait quelque chose, qui connut, en 1956, les prisons du régime Mollet.

QUAND je parcours les volumes de la collection de « France-Observateur », de 1954 à 1962, qui correspondent aux sept ans et demi de guerre d'Algérie, j'ai des sentiments mitigés. Oui, sans doute, en relisant ces articles, où de semaine en semaine nous rétablissions la vérité et dénoncions les mensonges, je me dis que nous avons certainement fait œuvre utile. D'ailleurs la haine dont on nous poursuivait parlait d'elle-même.

Les saisies répétées, tant sous la IV^e que sous la V^e République, les arrestations pour délit d'opinion, comme celle de Robert Barrat et la mienne, étaient autant de signes honorables, autant de témoignages de notre efficacité.

Mais en même temps, en relisant ces articles aujourd'hui, je suis frappé par leur modération, parfois leur prudence. Quoi ! C'est là ce que nous pensions à l'époque ? Ce sont là ces textes scandaleux, considérés comme des crimes par les gouvernements et

une bonne partie de l'opinion ? Aujourd'hui on a l'impression d'autant de portes ouvertes enfoncées... Tout cela est connu, archi-connu, reconnu même par la droite la plus conservatrice.

Cela en dit long sur l'état d'esprit des Français d'alors et pas seulement des milieux officiels. Mon premier article qui motiva une saisie et pour lequel je fus convoqué au ministère de l'Intérieur pour une tentative d'intimidation, parlait de cette guerre « où la fusillade collective est de règle, où les Oradour sont légion ». Qui, aujourd'hui, ignore ces choses ? MM. Harris et de Sédouy ont même pu faire un film où les auteurs de ces crimes en parlent fort tranquillement. Mais, à l'époque, c'était un crime d'en parler.

Cela se passait le 8 septembre 1955. Huit jours plus tard, Robert Barrat publiait un interview d'Ouamrane, un des chefs de l'insurrection. Que disait ce « bandit sanguinaire » ?

Que les rebelles étaient de culture française, que leurs réunions se déroulaient en français, qu'ils espéraient

qu'après l'indépendance les Européens d'Algérie resteraient sur place, que tout ce que demandait le F.L.N. c'était l'arrêt de la répression, la libération des détenus et une déclaration reconnaissant « le principe du droit à la liberté et à l'indépendance » ; tout en ajoutant « nous sommes des réalistes, l'indépendance doit être réalisée par étapes et démocratiquement ». Ce sont ces premiers renseignements précis sur les aspirations des dirigeants du F.L.N. qui valurent à Barrat d'être jeté en prison par le même gouvernement, et quand le gouvernement Guy Mollet m'arrêta à mon tour en 1956, ce fut pour un article assez anodin intitulé « Disponibles, quel sursis ? »

civilisation ou barbarie

Si les gouvernements successifs se permettaient de bafouer avec autant de cynisme la liberté de la presse, c'est aussi parce qu'effectivement, non seulement chez les dirigeants mais dans une partie importante de l'opinion, il y avait un refus acharné de voir la situation telle qu'elle était. Chaque fois que nous rétablissions la vérité, même de la façon la plus prudente, c'était tout l'édifice moral de ces gens qui chancelait. Et ce n'est pas seulement à droite que les choses étaient ainsi. Je me souviens de mes

conversations avec un très vieil ami, dirigeant courageux de la Résistance métropolitaine, homme de gauche depuis toujours, le président de la Fédération de la Presse : Albert Bayet. Impossible d'aller avec lui au-delà des préambules d'une discussion : la guerre d'Algérie, c'était la lutte entre la « civilisation » (la France) et la « barbarie » (le F.L.N.).

Il faut avoir connu ce climat pour comprendre pourquoi il était si difficile de faire passer les informations les plus simples. Le mythe colonial s'était implanté depuis plus d'un siècle. Et la mystification s'était au cours du XIX^e siècle progressivement aggravée, atteignant avec l'instruction publique généralisée, la totalité des familles et la totalité des classes. S'il existait encore en 1830-40 une bourgeoisie libérale héritière de Montesquieu qui ne croyait pas aux vertus de la colonisation, le rouleau compresseur scolaire avait, année après année, éliminé, à peu près totalement, cet état d'esprit.

L'idée que le système colonial, même et surtout sous la forme spécialement mensongère du « prolongement métropolitain » en Algérie, servait essentiellement à permettre l'exploitation intensive de la main-d'œuvre indigène par un conglomérat d'exploiteurs, associant l'administration et l'armée, les financiers de la métropole, les colons, et les restes des féodalités locales domestiquées — cette idée n'avait guère dépassé certains cercles restreints de l'intelligentsia de gauche. La masse française, et même les travailleurs organisés, étaient incapables de voir autre chose que le mythe : la France « généreuse », ayant transporté outre-mer la République et l'égalité.

Les responsabilités de cette situation sont multiples et remontent loin. Je ne puis les examiner ici, mais il faut avoir ce climat présent à l'esprit quand on se penche sur l'attitude de la presse française pendant la guerre d'Algérie. Cela contribue à expliquer l'autocensure des journalistes, l'absence d'effort de démystification, l'acceptation des thèses officielles, qui



NEF DIFFUSION PRESENTE **FRANÇAIS SI VOUS SAVIEZ**
UN FILM EN 3 EPOQUES DE ANDRE HARRIS ET ALAIN DE SEDOUY

contre le mensonge

Colonel ARGOUD, Chef d'Etat-Major de Massu
« torturer, sans perdre son âme ? »

Après le Chagrin et la Pitié, voici Français, si vous saviez... Après la vie des Français sous l'occupation, voilà un demi-siècle d'Histoire de France vu à travers une question : les relations des Français et du pouvoir, incarné tour à tour par un maréchal et un général... Trois épisodes — de la fin de la Première Guerre au début de la Seconde : En passant par la Lorraine, la guerre, Vichy, la Résistance et la Libération : Général, nous voilà, l'affaire algérienne : Je vous ai compris — mais une même méthode : celle qui consiste à confronter l'Histoire que racontent les témoins, l'Histoire revue et corrigée par une mémoire dont le filtre n'est jamais innocent, avec l'Histoire des documents, des archives d'époque. La trilogie d'André Harris et d'Alain de Sédouy a déjà fait couler beaucoup d'encre : pourquoi avoir choisi tels témoins, tels documents ? Nous avons choisi de les interroger sur la démarche qui a été la leur pour évoquer en huit heures de pellicule les relations des Français et de leur Histoire.

T.S. — Ce que l'on vous a aussi reproché, et nous irions assez dans ce sens, c'est une place énorme accordée à l'extrême droite, et par ailleurs, certaines absences...

SEDOUY. — Cette critique rejoint celle des historiens traditionnels, des érudits : généralement d'ailleurs, elle relève plus de l'anathème ou de la critique d'humeur que de la critique positive. Nous avons d'ailleurs reçu fort peu de critiques proprement cinématographiques ou portant sur tel ou tel point précis.

HARRIS. — Oui, en général, nos critiques font assaut de subjectivité et ne sont pas plus froids que nous ne le sommes. Ce que nous avons voulu faire c'est briser des mythologies, rompre l'équilibre de « mentalités dominantes » qui se tolèrent pourvu qu'elles se respectent l'une l'autre...

SEDOUY. — Nos films sont le fruit d'une exaspération croissante devant l'impossibilité de pratiquer correctement l'information. Il y a un langage faussé, ésotérique, des journalistes, des enseignants, des hommes politiques — un système de communication fermé que nous avons voulu briser, comme nous avons voulu corriger cette détérioration du souvenir qui permet de ne garder que ce qui est positif ou négatif...

T.S. — Nous avons, disons-le tout de suite, beaucoup de sympathie pour l'existence même de vos films. Ce qui nous pose problème, c'est plutôt leur démarche politique...

SEDOUY. — Cela rejoint les critiques de François Furet sur l'absence de la gauche : mais qu'y pouvons-nous si la gauche a été paralysé par ses contradictions et en quelque sorte complice de de Gaulle sur l'affaire algérienne ? On nous a beaucoup reproché l'importance accordée à Argoud : d'abord son personnage est

fascinant, ensuite il nous a semblé intéressant de montrer le cheminement d'un officier depuis 1940 jusqu'à l'Algérie. Et puis, ses arguments ne sont pas à négliger !

HARRIS. — On nous a aussi dit que le peuple était absent de notre film.

T.S. — Ce n'est pas faux...

Enfin, que faites-vous des anciens combattants, des foules dans les rues de Paris en 1944 ou d'Alger en 1958, des ouvriers de de Wendel, de gens comme Mme Picot ou Mme Gaudisio ? Est-ce que ce n'est pas le peuple ? La droite est beaucoup présente ? Dans un récent face-à-face que j'ai eu avec Furet à R.T.L., il a osé soutenir qu'il était légitime de mentir en politique, pour la raison d'Etat. Eh bien de Gaulle n'a menti qu'à la droite...

T.S. — Est-ce que vous ne cédez pas un peu à l'attrait du « bon document » au détriment de l'Histoire ?

HARRIS. — Ce sont les limites du genre : nous avons d'abord voulu faire un spectacle et on ne peut pas manipuler de l'image, de la vie sur pellicule, comme on manipule des documents dans l'enseignement. Et puis, nous n'avons nullement la prétention orgueilleuse et imbécile de remplacer l'Histoire : nous ne présentons pas « la » vérité. « Français, si vous saviez » : nous voulons ouvrir des débats, non les fermer.

SEDOUY. — Un film comme celui-ci doit avoir une dramaturgie interne et ne nous laisse pas totalement libres au montage. Jusqu'ici l'Histoire a toujours été écrite, et l'écriture véhiculait des mythes, des épopées. Nous voulons nous débarrasser des mythes, arriver à une troisième génération de films historiques : après le film militant, d'épopée, comme Potemkine, après le film de montage, comme Mourir à Madrid ou 36 de Turenne, nous voulons faire maintenant des films inobjectifs, partiels et partiels

« collaient » mieux avec le sentiment personnel des journalistes que les informations véridiques sur la réalité de la guerre. Il faut ajouter à cette influence du climat deux facteurs : d'une part la presse française n'a jamais donné aux faits informatifs l'importance que lui donnent, par exemple, les presses anglo-saxonnes. L'information en France, plus qu'ailleurs, constamment teintée d'opinion et de commentaire, même dans les journaux dits de grande information ; c'est une question de tradition et de culture qui remonte loin. La culture de tradition protestante, issue du libre examen, a toujours donné plus d'importance aux faits et à la vérité objective. La culture d'origine catholique, au contraire, privilégie le mythe, la thèse, « ce qu'il faut penser ».

A cela s'ajoutent les rapports particuliers en France du capitalisme et de la presse ; dans les pays anglo-saxons et dans beaucoup d'autres, le « capitalisme de presse » a pour objectif essentiel de « vendre du papier ». L'information y est donc une marchandise en soi. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de truquage, mais il y a un intérêt à vendre de la bonne information.

En France, au contraire, la presse capitaliste est la « presse du capitalisme ». Elle est au service de firmes industrielles ou financières dont l'activité principale ne consiste pas à vendre de l'information, mais toute autre chose : du sucre, de la laine, des cotonnades, des avions, hier du charbon et de l'acier, etc. Ces firmes font partie du condominium des milieux d'affaires où tous les grands intérêts se lient.

Vendre de l'information parce qu'elle se vend bien, n'est donc qu'une des préoccupations des directeurs de journaux, l'autre étant de servir, par cette information, les intérêts précités. C'est pourquoi la différence est marquante entre la presse capitaliste française et celle des autres pays, notamment en matière coloniale. Les

grands journaux britanniques ont informé assez exactement leurs lecteurs pendant la bataille pour la décolonisation de l'Inde ou de l'Afrique. Aux Etats-Unis, un certain nombre de grands journaux comme le « New York Times » et le « Washington Post », (et bien d'autres moins connus !), appartenant à ce qu'on peut appeler le « capitalisme de presse », ont néanmoins informé assez honnêtement leurs lecteurs sur la guerre américaine d'Indochine, bien que de nombreuses et importantes fractions du capitalisme américain fussent directement intéressées à la poursuite de cette guerre.

mensonges et circonlocutions

Au contraire, quand on relit la grande presse française des années 50 et du début des années 60, on est effaré du nombre d'absurdités conformistes, de mensonges purs et simples, imprimés noir sur blanc de la première à la dernière page, qu'il s'agisse de l'Aurore, du Figaro, du Parisien Libéré, de France-Soir, de Paris-Presse, de Combat ou des hebdomadaires, revues, et périodiques du centre et de la droite.

Le Monde, naturellement, constitue un cas particulier. D'abord parce que ce journal n'appartient pas à un groupe capitaliste et que l'influence personnelle de son directeur et de ses rédacteurs y était et y est restée prépondérante. Ensuite parce que cette équipe a eu la volonté et la possibilité de traiter l'information d'une manière inhabituelle en France (à part la trop courte tentative des journaux indépendants de gauche de l'après-libération comme l'ancien Combat). Ce qui a d'ailleurs valu au Monde une réputation internationale justifiée.

Pourtant, en revoyant la collection du Monde, on a, de manière très aggravée, le même sentiment qu'en relisant nos propres articles. Que de circonlocutions, que de prudences exagérées ! Quelle insuffisance dans la démythification des mensonges officiels !

Que de guillemets inutiles — par exemple, jusqu'aux derniers temps, autour du « gouvernement » provisoire algérien... Sans doute, le souci de ne pas choquer une clientèle polymorphe y était pour beaucoup — mais aussi, cette équipe, la meilleure de toute la presse quotidienne, était elle-même, comme le reste du pays, imprégnée par la longue mythologie coloniale.

Peut-être faut-il précisément lui être reconnaissante d'avoir, malgré cela ou à cause de cela, contribué peu à peu au redressement de l'opinion. Et quand, comme par exemple en septembre 1955 lors du reportage de Georges Penchenier sur la massacre des Carrières Romaines (le premier Oradour ou « My Lai » connu avec précision à cette époque), Le Monde révélait le vrai visage de cette guerre — c'était pour l'opinion et le pouvoir une puissante secousse, et pour nous une aide exceptionnelle.

Un autre cas particulier est celui de l'Humanité et de la presse communiste. Elle a, dans l'ensemble, fait parfaitement son travail d'information (on peut faire toutefois les mêmes réserves que pour le nôtre). Mais l'existence du « ghetto » dans lequel la situation internationale, l'offensive atlantique et réactionnaire et leurs propres erreurs avaient poussés les communistes, faisait que les vérités publiées par la presse communiste n'avaient guère d'effet en dehors de l'opinion communiste elle-même ou des franges toutes proches. Ce qui fait que le pouvoir craignait bien davantage la presse de gauche non communiste et s'acharnait sur elle : un fait publié dans France-Observateur, l'Express, Témoignage Chrétien, (voire Tribune du Peuple et plus tard Tribune Socialiste, malgré leur tirage limité) gênait Mollet, Félix Gaillard ou de Gaulle plus que le même fait publié dans l'Humanité.

Il faut cependant souligner aussi qu'il y avait, dans toute la presse honnête, une sorte de soutien objectif réciproque. Malgré les mauvaises relations entre les communistes et France-Observateur, il était important pour les uns et les autres que nous puis-

sions, au même moment, éclairer les mêmes situations. France-Observateur, et Témoignage Chrétien jouaient, à leur tour, le rôle d'une « aile marchante » pour un hebdomadaire de la gauche modérée, comme l'Express d'alors. Enfin, ce groupe de trois hebdomadaires jouait le même rôle pour la rédaction du Monde : sans nul doute, si nous n'avions pas existé, les éléments les plus actifs de ce quotidien auraient été encore plus freinés par ses rédacteurs et dirigeants les plus prudents. Le rôle des revues comme Esprit et surtout les Temps Modernes était analogue auprès de l'ensemble des milieux intellectuels.

Et enfin, n'oublions pas les « brûlots » comme Témoignages et Documents et Vérité-Liberté. Que Maurice Pagat et Pierre Vidal-Naquet m'excusent de ce terme, qui n'a rien de péjoratif, car Dieu sait si leur contribution a été précieuse ! Mais devant la répression gouvernementale, des journaux contraints à l'équilibre commercial comme France-Observateur, T.C., l'Express, ne pouvaient pas indéfiniment risquer les saisies. Ajoutons que certains membres de leurs équipes n'étaient pas libres de toute réticence à l'égard du nationalisme algérien... Il était donc très important qu'il existât des périodiques, même à tirage limité, qui allèrent jusqu'au bout de la vérité et ne prissent aucune précaution : c'est ainsi que ces deux petits organes ont vraiment été, à certaines époques, l'éperon dans le flanc de toute la presse de gauche et, à travers elle, de toute la presse française...

Car, très lentement, insensiblement, les informations et les idées fournies par la presse de gauche ont, de proche en proche, « fait leur trou » dans le reste de la presse et le reste de l'opinion, contribuant à démanteler la mythologie coloniale. Il serait même intéressant de découvrir un jour quelle a été l'influence indirecte de cette presse sur l'évolution de de Gaulle lui-même. Peut-être par l'intermédiaire de certains de ses amis ? Mais ceci est une autre histoire...

Claude BOURDET. ■

— pour provoquer le choc. Et il faut frapper fort, pour secouer les gens de leur torpeur, de l'hypnose complète dans laquelle les plongent journaux et télévision...

T.S. — Mais en fin de compte, le fil conducteur de votre film, c'est l'anti-gaullisme ? On a l'impression que vous rassemblez tous les arguments possibles, de Mendès-France à Argoud et de Soustelle à Tillon...

HARRIS. — Pas anti-gaulliste, anti-père. Pétain était un père, Staline aussi et bien sûr anti-gaulliste dans la mesure où de Gaulle s'est identifié à l'image du père et où les Français ont accepté cette image. Mais nous ne sommes pas contre le de Gaulle de 1940 : c'est au contraire l'exaltation de la vertu de désobéissance.

T.S. — Vous disiez tout à l'heure que l'Histoire est complexe. Pourtant, on a l'impression qu'à travers le fil directeur de votre film — les relations entre les Français et le pouvoir ont été jusqu'ici à base de mensonge — tout est simple, tout est clair.

SEDOUY. — Oui vous avez raison : peut-être y a-t-il une certaine mystification à vouloir démythifier. Nous avons été amenés à clarifier pour les besoins de la dramaturgie. Et puis l'optique choisie était au départ la moins simple : au film historique marxiste, au film historique événementiel, nous avons ajouté un autre genre, celui du film qui s'attache, à travers l'individu, à la psychologie collective. C'est sur l'inconscient collectif des Français que nous avons voulu faire jouer l'éclairage.

Alors certes il y a des lacunes historiques : la guerre d'Espagne, par exemple. Mais regardez, ce qui s'est passé depuis 1970, cette incapacité des Français à assumer la démocratie en cas de crises, cette tentation toujours présente de se jeter dans les bras d'un homme, d'un sauveur : c'est

cette démission collective que nous voulons aider à analyser, à faire comprendre.

T.S. — Mais alors, vous renvoyez tous les hommes politiques dos à dos ? Ce sont tous les mêmes et ça a toujours été pareil ?

HARRIS. — Absolument pas. C'est un reproche que l'on nous a souvent fait : on nous disait, c'est du poujadisme. Furet nous accusait d'avoir « la vision de la politique des chauffeurs de taxi ». D'abord, pourquoi les chauffeurs de taxi n'auraient pas leur vision de la politique ? Cela dit, si le poujadisme c'est la révolte des petits contre les gros, la défense d'un certain humanisme contre la technocratie régnante, alors nous pouvons en partie accepter le reproche de poujadisme. Ce qui est certain, c'est que si notre film est démobilisateur, nous aurons échoué.

SEDOUY. — Je ne pense pas qu'il soit démobilisateur. Ne serait-ce que par les polémiques qu'il suscite. Il donne aux jeunes la possibilité de dialoguer avec les adultes.

HARRIS. — Il ne faut surtout pas croire que l'on a voulu révéler toutes les putasseries de la France éternelle. Nous avons simplement voulu contribuer à montrer ce que peut être l'Histoire — une manière de mentir. Faut-il cacher que la politique est mensongère si elle l'est ? Ceci dit, nous n'avons pas l'intention de devenir les clercs de l'irrespect comme il y a les clercs du respect...

SEDOUY. — Si la politique apparaît condamnée, c'est qu'elle l'a été par de Gaulle, au nom de la raison d'Etat. Pourquoi voulez-vous que les Français croient en la démocratie, s'ils ont l'impression de n'être que des rouages ?

HARRIS. — Au P.S.U., vous êtes pour l'autogestion, c'est-à-dire pour la participation des citoyens à la décision

dans les affaires publiques. Eh bien nous pensons que le mensonge est structuré par cette non-participation, justement...

T.S. — Le reproche du mensonge, c'est le grand grief de l'extrême-droite contre de Gaulle, une extrême-droite à qui, encore une fois, vous faites la part belle...

HARRIS. — C'est que voyez-vous, la droite ne parle jamais. La gauche ne connaît pas la droite, parce qu'on ne l'entend jamais. C'est pourtant curieux et fascinant, cette logomachie d'un Argoud, par exemple. Et puis pourquoi rejeter en bloc ses arguments ? Quand Isorni explique par exemple — autre phénomène fascinant cette histoire d'amour d'un jeune avocat de trente ans et d'un vieux maréchal de quatre vingt-dix — que « pour que de Gaulle soit légitime, il fallait que Pétain ne le fût plus », c'est très convaincant !

SEDOUY. — Pour comprendre ce qui s'est passé, il faut essayer de ressaisir le sentiment national français, avec ses vieilleries et ses archaïsmes, un climat d'époque que Boutang, avec son langage un peu précieux, restitue fort bien. Il ne peut pas y avoir d'un côté les bons, de l'autre les méchants, et cette ambiguïté-là, pour un politique, c'est épouvantable. Il y a aussi une filiation étroite entre Maurras et le gaullisme, qui s'opère fort bien à travers Boutang, aujourd'hui chroniqueur à la Nation. Le seul adversaire sérieux de de Gaulle, au fond, ça été la droite.

HARRIS. — Faire un film sur le mensonge en politique, en somme, c'est donner la parole à la droite. C'est à elle qu'on a le plus menti. Non pas que pour autant le cocu soit plus sympathique et que la droite emporte notre adhésion...

SEDOUY. — Si les barons du gaullisme, Debré, Couve, Frey, Sanguinetti,

ne sont pas venus, c'est parce qu'ils ne peuvent pas parler librement de la filiation du gaullisme. Les barons du pompéologie ne peuvent pas se révéler librement au gaullisme des débuts.

T.S. — Et la séquence de l'aumônier des prisons, à la fin du second épisode, qu'a-t-elle à voir avec le mensonge ?

HARRIS. — Rien, c'est une petite coquetterie métaphysique. Mais aussi l'idée qu'au nom de la charité chrétienne, ce prêtre s'est rendu complice de l'injustice. C'est en même temps une réflexion sur la peine de mort et la mort...

HARRIS. — Il s'agit aussi d'un film sur la mémoire. Les gens ne sont plus ce qu'ils ont été : est-ce qu'il fallait ne pas interroger Belin sur le Front Populaire sous prétexte qu'il a été ministre du Travail de Vichy ? Avons-nous eu raison même de le mentionner au risque de jeter ainsi un discrédit sur son témoignage ?

SEDOUY. — Nous avons peut-être été obsédés par notre passage à la télévision où la règle était celle du sacrosaint équilibre : trois minutes à Pierre, trois minutes à Paul. Aucun titre n'est plus vide de sens qu'« A Armes égales » : les armes ne sont jamais égales. C'est cet équilibre qui institutionnalise le mensonge... L'idée qui traîne partout, c'est que l'information doit être « médiatisée », c'est-à-dire qu'il y ait des intermédiaires qualifiés entre l'information et le public. Nos films représentent une percée, un essai de donner directement des informations sur le fond du débat historique.

HARRIS. — Le mensonge, voilà le fond du débat. Le risque, c'est que nos films deviennent démobilisateurs : alors, notre tentative aurait échoué. Mais nous ne le pensons pas...

(Propos recueillis par Gilbert HERCET et Jean-François MERLE) ■

RENAULT: la prime ne résout rien

DES militants de Billancourt ont écrit, il y a quelque temps, à « TS » à propos de la grève des ouvriers des petites presses du département 38. Ceux qui l'ont gardé en mémoire savaient déjà qu'un conflit d'envergure pouvait se développer à partir de ce secteur dans la Régie Renault.

Le point de départ de ces mouvements: la grille des classifications. Il est impossible d'expliquer rapidement le contenu de cette grille. Sachez que de M2 à P3 il n'y a pas moins de 14 positions intermédiaires recouvrant 54 possibilités de salaires officielles.

Lorsque vous saurez en plus que dans un même atelier pour un même travail, vous pouvez être dans quatre qualifications différentes recouvrant douze positions de salaires, vous saurez tout. Vous avez com-

pris que tout cela n'a aucun sens, sauf un, bien sûr, et il est fondamental: diviser pour régner, créer de faux rapports hiérarchiques, de faux espoirs de promotion.

Alors, les travailleurs ont réagi. Sur le thème « à travail égal, salaire et classification égaux », cela remet en cause tout le système hiérarchique, tout le système de division soigneusement entretenu, tout tout... tout ce qui fait que le patron peut rester le patron et exploiter en relative quiétude.

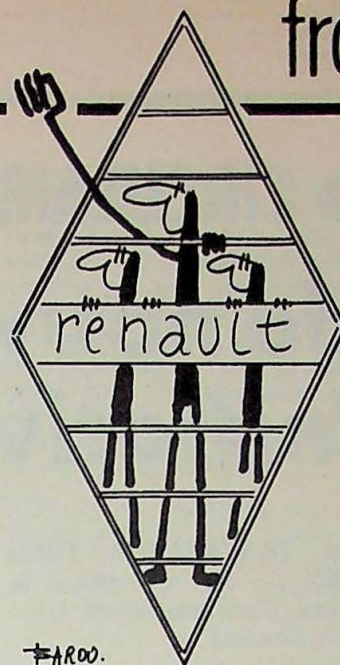
Alors, dans les négociations, le patron louvoie, refuse en tout état de cause d'accorder la classification P1 F pour tous. Finalement, un compromis est trouvé.

Sur le plan des salaires, c'est la satisfaction des revendications puisqu'ils se retrouvent tous à un salaire de P1 F. Le patron est content. La C.G.T., mais aussi un certain nombre d'organisations révolutionnaires crient victoire.

LE REFUS DES FAUSSES SOLUTIONS

Et pourtant, les travailleurs refusent le compromis et décident de poursuivre la grève. C'est que justement ils ne se battaient pas uniquement sur des problèmes de salaire. C'est sur le problème des qualifications qu'ils avaient entamé leur action ou plus exactement sur le problème de la déqualification, sur les conditions de travail. Il ne suffit pas de donner une prime de risque pour que le risque soit supprimé, pour que le travail soit moins abêtissant. C'est cela le fond du problème, et les travailleurs de l'atelier 12 l'ont dit avec force.

La C.G.T. est bien implantée dans ce secteur (80 % aux élections professionnelles, des délégués immigrés...). Dès le début, elle a été dans le mouvement, participant activement à son lancement. Elle a accepté le refus des travailleurs de reprendre le travail, mieux, elle les a soutenus. Il y a un in-



PARO.

contestable changement d'attitude, nous y reviendrons faute de place la semaine prochaine.

Mais ce qu'il nous faut définir, ce sont les perspectives immédiates du mouvement.

DEFINIR DES PERSPECTIVES

Ou bien la lutte restera cantonnée au niveau de l'atelier 12 et le problème général des classifications et des conditions de travail sera escamoté. Mais, par contre, cette solution, s'il y a victoire, ouvrira une brèche dans le mur patronal.

Ou bien, sous couvert d'élargissement, on déclare le problème fondamental dans un gigantesque cahier de revendications élaboré catégorie par

catégorie. Cela ne peut aboutir qu'à une négociation générale sur Renault (si Renault veut bien) sous une pression disparate des travailleurs que les syndicats feront monter ou descendre suivant les besoins de la négociation sans prise en charge réelle des problèmes par les travailleurs. C'est se condamner à une démobilitation très rapide et à un échec global.

La troisième solution, c'est de poser l'ensemble du problème de la déqualification et des conditions de travail des O.S. de Renault. C'est-à-dire désigner la cible principale sur laquelle les travailleurs se mobiliseront. Déjà, à Sandouville, les trois quarts des ouvriers des presses sont en grève, à Flins, dans le même atelier, la grève est totale. C'est-à-dire qu'après le lock-out des 7.000 de Billancourt, ce sera bientôt le tour de ces usines. Si les travailleurs acceptent cet état de fait, le rapport des forces ne sera pas des meilleurs.

Le conflit restera cloisonné aux presses. Il faut, pour déboucher avec des perspectives de victoire, qu'il pose le problème de tous les O.S. S'ils se mobilisent autour de ces objectifs, si les autres catégories de travailleurs (qui ont aussi des problèmes de classification) s'unissent autour d'eux le rapport de force sera inversé, la victoire peut être acquise.

A. RANNOU ■

• au "12": une grande expérience de démocratie ouvrière

Un militant syndicaliste, ouvrier spécialisé sur les chaînes de montage des R4 et R6 de l'île Séguin, délégué CFDT, raconte l'histoire de cette grève :

CELA fait des années et des années que les O.S. du département « 12 » n'ont pas débrayé. Du coup, par rapport aux caristes, aux pontonniers leur situation s'est progressivement dégradée.

« Alors qu'ils font tous le même boulot, ils n'ont pas le même coefficient. Trois cents ont la classe « 8 », 73 la classe « 9 ». Parmi ces derniers, 16 sont passés P1 F, ceux justement qui sont en tête de la presse. Ils enfilent les pièces, ce qui rythme les cadences. Les chefs poussent pour qu'ils aillent de plus en plus vite, en contrepartie de cet avancement.

« Leur principale revendication et qui ne date pas de ces dernières semaines était, « on veut être payé de la même façon puisqu'on fait tous le même travail. » Puis, après le dernier succès de l'atelier « 38 » qui a obtenu la classe 9 « maxi » au 1^{er} avril, ils ont avancé cette revendication. Il faut dire qu'ils étaient prêts à débrayer en même temps que le « 38 ». Mais c'était pendant la campagne électorale et la C.G.T. ne soutenait pas. Quant à nous, C.F.D.T., nous ne représentons que 15 % du personnel, même si notre influence réelle est plus grande dans l'île où les 9/10 des travailleurs sont C.S.

« L'action a commencé dès les premiers jours qui ont suivi les élections. D'abord des délégations pour obtenir la classe « 9 ». La direction répond qu'elle veut bien passer 14 O.S. en classe 9. Bref aucune ouverture.

C'est au milieu de la semaine suivante, le mercredi 21, qu'à la pause « casse-croûte », l'équipe du matin (environ 120 travailleurs) établit le cahier de revendication, clair et net, et vote la grève :

— Le « 9 » maxi pour tout le monde.

— Le P1 F après 1 an d'ancienneté.

« Après discussion, l'équipe de l'après-midi (120 travailleurs environ) décide elle aussi, la grève à l'unanimité. L'équipe de nuit (une quarantaine de travailleurs) vote pour la grève.

« Dès le lendemain jeudi, celle-ci nous fait appeler. Il n'y a pas de comité de grève. Quatre grévistes sont désignés d'un commun accord entre travailleurs en lutte et syndicats (C.G.T., C.F.D.T., F.O.). Deux délégués syndicaux les accompagnent, dont moi-même.

une assez longue "histoire"

« D'entrée, pour que tout soit clair, on dit « On vient parler du P1 F. » Réponse de la direction : « Vous serez tous en classe 9, au 1^{er} avril. On paye les 2 jours de grève. »

« Ce qui permet de sauver l'intégralité de la prime de vacances de juillet.

« Quant au P1 F, il n'est pas question d'en discuter. »

« On en reste là. Une assemblée est fixée pour le lendemain vendredi 23, où nous expliquons la situation. Nous, C.F.D.T., nous appuyons sur le sens initial de la revendication : « A travail égal, salaire égal. Si vous décidez de continuer, on soutient. » La C.G.T. dit :

« C'est une grande victoire. Mais attention. » F.O. laisse entendre qu'il faut s'arrêter là.

« Après une longue discussion dans un calme et un souci d'écouter tous les arguments, les travailleurs décident de poursuivre la grève. Il y a cinq ans que je suis dans l'île. Je connais beaucoup d'ouvriers. J'ai rarement vu fonctionner une telle démocratie. C'est vrai que les travailleurs immigrés des presses du 12 ont une assez longue « histoire » à la régie. Ils sont pour la plupart, passés dans de nombreux ateliers. Ils ont en moyenne 35-40 ans et sont souvent chef de famille. La grève continue donc « pour le P1 F », car pour les travailleurs, la classe « 9 », de toute façon, ils étaient convaincus de l'obtenir rapidement.

« Dimanche 25, 17 h 30, nouvelle réunion à la direction. Les 4 délégués (Tunisien, Espagnol, 2 Algériens) et les 2 syndicalistes rappellent pourquoi la grève continue. J'insiste pendant toute la soirée :

« On veut le P1 F ». On argumente « Vous reconnaissez qu'il faut six mois pour former un O.S. ; le matériel coûte cher et accroît la responsabilité ; il y a des risques d'accident ; la pénibilité (monotonie) est grande et dangereuse ; il y a aussi la mobilité qui nous déclassé ; le contrôle des pièces requiert une grande attention, etc. »

opération de la direction

« Les gars de la C.G.T. sont plus réservés. Ils proposent de discuter à partir de la grille des fondeurs. F.O. saisit la balle. Nous on s'oppose à ce que la discussion dévie là-dessus. Aussi, on dit « non » à une « déclaration commune » (syndicats - grévistes) que la C.G.T. a préparée seule, car elle ne reprend pas les revendications des grévistes mais avance une contre-proposition à par-

tir de la grille « fonderie » ; elle n'appelle pas à l'action. Une déclaration commune, plus conforme aux objectifs de la grève est adoptée.

« Dans la nuit du dimanche, la maîtrise, avec la « volante » (la bande à Marachini, Tramon, etc.) - armée - selon certains travailleurs) tentent de faire tourner les presses, menacent et provoquent les grévistes. Ceux-ci répondent par le calme, le sang-froid. Certains disaient aux agents et aux « flics » : « On a une famille. On n'est pas là pour s'amuser. » Le lundi encore, les grévistes empêchent que l'outilage ne soit emporté. Les agents de maîtrise « tiennent » une heure sur les bécanes. L'opération de la direction est un échec, ce qui fait rire les travailleurs.

« Mardi 27 mars, après une interminable discussion, la direction





propose une prime, dite « risque-presse » de 24 centimes (ce qui fait une augmentation de 44 centimes-heure. Elle est d'accord pour garantir cette prime, mais seulement après 7 années de presse. Elle paye 2 jours de grève et se dit prête à maintenir la prime trimestrielle de juillet à 80 % de son montant.

Les grévistes se réunissent en fin de soirée. Il y a beaucoup de gens extérieurs (des délégués et des syndicalistes C.G.T., Roger Sylvain, responsable à la R.N.U.R. en tête, sont nombreux). On fait le point : la C.G.T. parle de victoire « très importante ». Nous, C.F.D.T., on rappelle que la prime ne peut être une réponse ; que la direction s'enfoncé dans l'incohérence puisqu'elle accorde l'équivalent du P1 F en argent mais refuse le « titre » aux travailleurs. Même la garantie de 7 ans est illusoire : aucun travailleur des presses ne peut rester aussi longtemps au - 12 -. Nous disons aux grévistes : « Vous avez les éléments. A vous de décider. »

seuls, sans aucun délégué

A main levée (avec les gens « extérieurs »), la reprise est votée. A l'arrivée de l'équipe de nuit (une partie seulement est là) on redonne l'information. La C.F.D.T. insiste sur la revendication principale : la qualification P1 F. Les gars de la C.G.T. s'énervent. Ils poussent à la reprise avant que l'équipe ne se soit décidée. Ils disent « Faites quelques pièces et partez ». Cela signifie : « Demain les gars du matin comprendront que le travail a repris. » Nous, on n'est pas d'accord. Des C.G.T. sont de plus en plus nerveux. Ils nous attaquent verbalement et nous bousculent (coups de poing, insultes).

Scandalisés, les travailleurs en grève expulsent le délégué C.G.T. Certano qui a boxé Palaco de chez nous. Ils décident d'attendre l'équipe du matin. La discussion reprend le mercredi matin. La C.G.T. est là avec à nouveau, de nombreux adhérents extérieurs au - 12 -. Lorsque Sylvain veut parler, les travailleurs lui tournent le dos.

Ils décident de se réunir seuls, sans aucun délégué, après avoir dit que la division syndicale les gênait. Lorsqu'ils reviennent, ils déclarent : « Voilà on veut : le P1 F pour tous et tout de suite ; le paiement des jours de grève ; la prime de juillet intégrale. »

Ils choisissent quatre délégués parmi eux et accompagnés de deux délégués syndicaux (C.G.T. et C.F.D.T.) vont déposer leur demande sur le bureau du chef du département.

les travailleurs décident

L'après-midi, à leur demande, les secrétaires généraux C.G.T. et C.F.D.T. prennent la parole. Sylvain déclare que son syndicat appuiera les grévistes. Mais il propose une consultation à bulletin secret qui est rejetée par les grévistes. Nous, on répète la même chose : la prime ne résout rien ; les travailleurs décident.

Après une nouvelle consultation à main levée, la grève est maintenue par les trois équipes. Telle était la situation, mercredi soir. Les travailleurs de la région sont maintenant au courant de tout ce qui s'est passé. Ils peuvent organiser le soutien, avec les 7.000 lock-outés. Au département 74, où je travaille, on avait déjà organisé une manif de solidarité.

Ce qu'on retient déjà c'est qu'il faut savoir écouter les travailleurs et leur donner l'information exacte. Ensuite, l'unité syndicale, ils la veulent. Mais pas à n'importe quel prix : il faut qu'elle se fasse autour de leurs revendications décidées en assemblée générale. ■

● CIRCULAIRE FONTANET : de nouvelles initiatives

UN TRAVAILLEUR TUNISIEN : « On m'a mis à la place d'un travailleur français licencié ».

DES exemples de ce genre ne manquent pas. Parce qu'ils n'ont pas les mêmes droits (politiques, syndicaux, etc.) les travailleurs immigrés sont soumis encore davantage aux caprices des exploités, c'est-à-dire des patrons et de leur « représentation » politique à la tête de l'Etat. On les oblige à prendre la place des travailleurs français licenciés parce que trop peu dociles. Dans la plupart des cas, ils ne savent pas ce qui a pu se passer avant leur embauche. C'est après qu'ils apprennent et là, il est bien tard car, s'ils font des remarques, on les licencie encore plus rapidement.

Avec l'entrée en fonction de la circulaire Fontanet, appliquée par le zélé policier au service du patronat, Marcellin, un licenciement, cela veut dire : expulsion vers le pays d'origine. En effet, sans contrat de travail et de logement, pas de carte de séjour.

nouvelles menaces

Devant la multiplication des grèves de la faim, soutenues par une partie grandissante des travailleurs français qui rejettent de plus en plus les arguments racistes que l'idéologie bourgeoise leur a inculqués, et malheureusement, en l'absence souvent de réaction des organisations syndicales et politiques progressistes, l'Etat capitaliste a provisoirement reculé. Il délivre des cartes de séjour de trois mois.

Mais cela ne donne pas d'emploi, ni de logement « dé-

cent ». Le patronat n'a donc pas cédé. Et c'est normal : céder sur la circulaire Fontanet, c'est céder sur sa stratégie de chômage nécessaire selon les aléas de sa production et de son profit. En second lieu, c'est céder sur sa stratégie indispensable de division qui lui permet de régner. C'est céder aussi sur le pillage qu'il opère dans les pays sous-développés, avec la complicité du patronat et de ses gouvernements au pouvoir dans ces pays (même s'ils se disent « socialistes », comme en Tunisie).

Pour que le patronat cède, en annulant la circulaire Fontanet, en rétablissant la liberté du travail et de circulation pour les immigrés, il faut le poids de tout le prolétariat français en lutte. Et encore : tant qu'il n'aura pas été chassé du pouvoir, avec son système d'exploitation, il trouvera de nouvelles parades. Mais il sera affaibli et ce sera déjà une grande victoire pour le socialisme qui se construit dans les actions de tous les jours.

Dans les semaines qui viennent, de nouvelles menaces vont apparaître. De nombreuses promesses faites à l'occasion des grèves de la faim n'ont pas été tenues. Patrons et policiers se donnent la main (les premiers tendant les matraques aux seconds !) pour mettre « hors la circulaire » de nombreux travailleurs immigrés qu'ils soient clandestins — c'est-à-dire non vendus par leur bourgeoisie nationale — ou officiels — c'est-à-dire liés par des conventions entre le patronat français et son gouvernement et leurs équivalents dans certains pays en voie de développement).

C'est pourquoi les travailleurs immigrés et tous ceux qui les ont déjà soutenus (par l'intermédiaire des différents



Les limites de l'exploitation.

types de comités de soutien) ont besoin de voir se lancer une grande bataille centrale contre la circulaire Fontanet. Ils demandent que l'ensemble des groupes révolutionnaires, des forces progressistes, des mouvements de masse favorisent l'unification des efforts de tous leurs militants engagés dans le soutien et l'élargissement de leur combat. Cette unité qu'ils réclament, c'est la même que celle réclamée de plus en plus par les travailleurs français, directement impliqués dans la nouvelle stratégie du patronat.

coordination nationale

« Travailleurs français - immigrés, même patron, même combat », le mot d'ordre prend aujourd'hui une nouvelle dimension. Les travailleurs immigrés, avec des droits qui les rendent très vulnérables, montrent combien ils sont à la hauteur d'un combat de lutte de classe. Ils savent s'organiser dans la grève, comme ils l'ont fait l'année dernière chez Penarroya, chez Girosteel, comme ils le font en ce moment chez Renault. En luttant pour eux, ils font avancer tout le prolétariat vers son émancipation. Ainsi, les travailleurs français, ont de plus en plus les moyens de

faire l'unité avec eux, à la base et dans l'action.

Après des manifestations et des meetings dans de nombreuses régions et villes de France, le point a été fait à Paris au cours du dernier week-end. Grévistes de la faim et membres des comités de soutien ont organisé une manifestation. Deux meetings se sont tenus.

Tout le monde n'est pas encore d'accord sur la façon de développer la campagne.

● Faut-il se contenter de livrer bataille sur le fait que la circulaire Fontanet n'est pas légale ? et obtenir juridiquement, dans la légalité bourgeoise, son abrogation ?

● Ou faut-il créer un rapport de force sur une base anticapitaliste et anti-impérialiste qui fasse reculer le patronat et son Etat ?

Si l'on ne veut pas être, à nouveau, victime d'une mystification, il apparaît aujourd'hui à de nombreux travailleurs français et immigrés que la seconde voie est préférable. C'est en tout cas ce qu'ont proposé les grévistes de la faim de Lyon-Vaise et leur comité de soutien en appelant à une coordination nationale des différents comités pour le 22 avril à Lyon. ■

Propos recueillis par Michel CAMOUI ■

● Limoges : la Saviem en lutte

Depuis le 14 mars, les 50 ouvriers du bâtiment K de la Saviem-Limoges sont en grève.

Ils demandent :
— Que les plus bas salaires soient ramenés au taux le plus haut de l'atelier.
— L'amélioration des conditions de travail (bruit, poussière).
— Le passage en catégorie supérieure de la grande majorité des travailleurs (96 % d'O.S. parmi eux).
— Une augmentation uniforme dans cet atelier : 100 F POUR TOUS.

Cet atelier est chargé de l'usinage de pièces pour des bras et des ponts de suspension. Il alimente l'usine Saviem d'Annonay, et les réserves sont déjà épuisées. De ce fait, le conflit aura des répercussions sur l'ensemble des usines. Le patronat essaie déjà de se procurer des pièces brutes ailleurs.

Les travailleurs du reste de l'entreprise sont solidaires des grévistes, une collecte est organi-

sée qui permet de fournir aux travailleurs l'équivalent de leurs salaires.

A travers cette lutte pour une augmentation égale pour tous, contre les grilles de salaires injustes, contre les mauvaises conditions de travail, les travailleurs du Bâtiment K exercent un contrôle sur leur entreprise.

Les militants du P.S.U. à l'intérieur de l'entreprise participent à la solidarité et en cas de généralisation du conflit, le P.S.U. est prêt à intervenir pour créer un comité de soutien.

● un patron ouvert...

Après un bon repas, le directeur du Centre de Production Peugeot à Mulhouse, ne mâche pas ses mots. Voici ce qu'il a déclaré aux cadres de l'entreprise présents aux agapes :

« Je ne suis pas opposé aux syndicalismes, mais je n'admets pas la C.G.T. à cause de ses liaisons avec le P.C., ni la C.F.D.T. à cause de sa folie utopique. Pour les « élections », vous ferez ce que vous voudrez, mais je vous préviens que si je connais des Cadres favorables à ces syndicats,

je ne toucherais pas à leur rémunération, mais je leur retirerais toutes responsabilités. J'ai deux filles et il ne me viendrait pas à l'idée de les marier à un sadique, de même que je ne confierais pas mes économies à un escroc ».

Sans commentaires. (Extrait de KLAPPERSTEIN 68) ■

● INRA : ce que contrôler veut dire

L'I. N. R. A. (Institut National de la Recherche Agronomique) 6.000 travailleurs répartis dans une quinzaine de centres régionaux. Il développe des recherches en agriculture, élevage, forêts, industries agricoles et alimentaires, environnement, économie et sociologie rurales.

La C.G.T. et la C.F.D.T. sont bien implantées et présentent des listes communes aux élections.

Le 15 mars, après plusieurs semaines d'agitation, éclate une grève du personnel ouvrier qui demande un cadre unique pour tout

le personnel et le respect de la mensualisation. Cette grève, partie du Centre de Versailles, durera huit jours, elle aura le soutien des autres catégories du personnel qui apportent 11.000 F de soutien financier. Elle s'étend, peu à peu à la plupart des autres centres : Jouy-en-Josas, Dijon. Tous sont en grève le 22 mars, jour où les « Parisiens » ont décidé d'aller voir la direction générale.

Ils sont 700 rue de Grenelle, et quelques instants plus tard, ils sont dans la cour de l'immeuble de la Direction. Dans le même temps, on négocie : la délégation des travailleurs est composée de la C.G.T., de la C.F.D.T. et d'un représentant de chaque comité de grève.

Les négociateurs sortent, parlent des promesses de la direction. Les grévistes ne s'estiment pas satisfaits et renvoient leurs négociateurs auprès de la Direction fort impressionnés par cette détermination. Elle capitule et signe un protocole accédant aux revendications ouvrières.

On décide de reprendre le travail. Au centre de Versailles, le comité de grève reste en place. On ne sait jamais. Six mille travailleurs de l'I.N.R.A. savent désormais ce que « contrôler aujourd'hui » veut dire.

Correspondant ■

les punaises des HLM

PEUT-ETRE avez-vous déjà eu l'occasion d'entendre parler des immeubles « acier et verre », conçus par Monsieur Lods, et réalisés à la Grand-Mare, à Rouen. Cette expérience a fait couler beaucoup d'encre, et il est certain qu'elle est très intéressante.

La municipalité de Rouen, qui a accepté la construction de ces immeubles sur sa commune, a souvent l'occasion d'en tirer un prestige assez considérable : sans cesse des spécialistes français et étrangers viennent visiter cette réalisation. Ce qui est moins porté à la connaissance du public, c'est la façon dont l'office de H.L.M. de la ville de Rouen gère ces immeubles. Il est bien entendu qu'une première expérience peut comporter un

certain nombre d'imperfections, surtout lorsque le financement oblige à réduire les projets de l'architecte. Mais les locataires ne doivent et ne veulent pas faire les frais de cette expérience. Si le système de chauffage n'est pas au point, si l'isolation thermique est défectueuse (entre autres), ce n'est pas aux locataires d'en subir les conséquences financières.

Sur le groupe d'immeubles Jean-Philippe Rameau, une association s'est constituée pour défendre les locataires : un bureau de huit membres — « rééligible à chaque assemblée générale afin d'assurer le fonctionnement démocratique de l'association » — et des délégués par immeuble, pour assurer la liaison avec les locataires.

C'est que, si le loyer monte

par l'escalier (assez vite tout de même), les charges, elles prennent l'ascenseur.

En janvier 1972, les charges d'eau chaude augmentent de 160 % pour un F 4 : bravo Giscard, ça c'est de l'inflation ! Et ce, alors que le service est de plus en plus défectueux. Le chauffage augmente considérablement, lui aussi : plus de 50 %... A l'initiative de l'association, 430 locataires sur 440 signent une pétition et refusent de payer le rappel des charges.

Alors que les négociations avec l'OPHLM piétinent, un nouveau problème surgit : ces beaux immeubles neufs, « acier et verre », sont infestés de punaises. Devant le scandale qui couve, la municipalité accepte de prendre en charge la désinfection.

La campagne contre les charges continue : affiches sur les fenêtres et l'association contre-attaque : un expert-comptable commis par elle découvre que les H.L.M. ont fait payer aux locataires 1 million ancien pour les réparations qui normalement leur incombent. Au total, c'est plus de 320 F de supplément qui étaient réclamés par logement depuis 1971 !

Mais les locataires ne se contentent pas de s'organiser contre les charges excessives : ils réclament des panneaux d'affichage pour animer le quartier. L'office de H.L.M. leur répond : « Quoique convaincu du caractère humanitaire de l'action que vous désirez mener (...) l'office ne peut pas vous donner son consentement (...) certains locataires pourraient être tentés d'utiliser ce procédé pratique pour faire paraître leurs annonces personnelles ». Une réponse comme ça ; fallait y penser !

Ils continuent à se battre — les procédures juridiques sont fort longues — ajoutant dans le bulletin de leur association : « Encadrés de l'école à la retraite, acceptons-nous de l'être encore sur notre cadre de vie ? Nous sommes majeurs, responsables, et nous avons tous ensemble assez d'imagination

pour transformer notre vie. Nous devons y réfléchir, cette transformation ne peut venir que de nous-mêmes... »

T. M. ■

Pierre Talec

Les choses de la foi

croire à l'essentiel

Un grand livre d'initiation chrétienne pour les adultes

Le Centurion

enquête

PTT

année zéro

- les télécommunications -

Après la Poste et les Chèques postaux (« TS » 572), nous examinons cette semaine la situation des télécommunications. Pas brillante, comme chacun sait. Sauf pour les firmes privées qui accaparent le marché des installations téléphoniques...

Lorsqu'il s'agit des télécommunications, les moyens à mettre en œuvre sont considérables. Les nouveaux équipements sont très coûteux, alors que la vétusté de ceux existants nécessite un entretien de tous les instants. Après des années d'auto-financement total, l'injection massive de crédits n'est plus suffisante pour rattraper rapidement le retard. Il faut simultanément tout faire : équiper les centraux, tirer les câbles, créer des centres de transit, automatiser les circuits, construire des bâtiments pour recevoir les équipements, coordonner ces travaux avec l'industrie, etc.

Pour donner une idée : il est prévu que le parc des abonnés de près de 7 millions en 1975 passera à 20 millions en 1985 et que cette même année, le nombre des demandes en instance sera de 1 million 250 000 !

Des études effectuées pour l'estimation de l'évolution des besoins font ressortir que la France accuse un retard considérable sur les pays de même standing, que ce retard est tel qu'il ne semble pas possible de le combler en 1975, quelque soit l'effort qui sera consenti. Son équipement est de 6,62 postes pour 100 habitants alors qu'il devrait se situer aux alentours de 14, pour soutenir la comparaison avec les pays également développés...

Il est inutile de préciser que les ménages sont très sous-équipés et que certaines catégories socio-professionnelles ignorent l'usage du téléphone, en particulier les ouvriers dont le taux d'équipement est de l'ordre de 1 à 2 %.

On ne saurait aborder le problème du téléphone sans faire une incursion dans le domaine du rapport Janes-Pellenc. Car, il est vrai, que devant l'ampleur des investissements à réaliser, une attention particulière doit être apportée au coût des installations. Il est vrai aussi que l'industrie privée jouit dans ce domaine d'un monopole sinon d'une exclusivité préjudiciable à un développement accéléré. Les constructeurs ont compris ce que voulait dire « le téléphone à tout prix ». Ils ont, en plus, accentué leurs marges en se livrant à des opérations nouvelles du genre « centraux livrés clés en main », en abaissant la qualité du travail fourni, jouant sur les délais qui leurs sont impartis et surtout fixés en fonction de la demande, c'est-à-dire de considérations politico-électorales. Il s'ensuit que la nécessité de rattraper notre retard, puis de développer les équipements, passe par la nationalisation des trusts et, à défaut, un élargissement du contrôle des prix par la mise en place d'un véritable secteur témoin au sein des PTT.

Ces mesures sont d'autant plus urgentes que de nouvelles sources de profit pointent à l'horizon (téléinformatique, transmission de données, visiophones, etc.)

Ce que veut l'usager c'est d'abord le téléphone, c'est-à-dire l'appareil, puis le moyen de s'en servir. Le Pouvoir dans un premier temps a voulu lui faire plaisir, mais il a multiplié le nombre de demandeurs de tonalité sur un réseau inadapté et vieilli. Le principe de la boule de neige aidant, nous en sommes arrivés à un embouteillage rappelant la place Clichy un soir de grève à 6 heures du soir feux rouges à l'arrêt. C'est alors que Galley a fait le pari stupide de la fluidité du trafic. Il n'était plus question de raccorder de nouveaux abonnés mais de mieux servir les anciens. Le pari était stupide car irréalisable dans le temps prévu : par contre il rompait, avec un certain courage, avec les habitudes prises. Il a entraîné des réalisations importantes malheureusement insuffisantes, compte tenu de l'accroissement des besoins.

Les agents des PTT, eux aussi, auront des problèmes.

Il ne leur était pas facile de remplir leur mission car ce sont eux qui, en fait, subissaient la pénurie, devant maintenir une qualité de service acceptable dans de mauvaises conditions (matériels anciens, insuffisance grave du recrutement). Ce sont les opératrices, puis les auxiliaires qui, en l'absence d'une politique définie de l'Administration, voient leurs emplois disparaître sans que l'on puisse garantir leur avenir. Ce sont les techniciens qui appréhendent l'arrivée en force des nouvelles techniques qui entraîneront bien sûr une super-qualification pour certains et une déqualification pour tous les autres qui se trouveront ramenés à l'état d'O.S.

Les travaux préparatoires du VI^e Plan avaient retenus deux hypothèses :

— Une hypothèse haute qui permettait le rattrapage par rapport aux pays voisins à condition que ceux-ci ne fassent pas un nouveau bond en avant consécutif à l'apparition des techniques de pointe ;

— Une hypothèse basse qui pré-

voyait un développement ne permettant pas ce rattrapage.

C'est bien sûr, une hypothèse moyenne qui a été retenue, mais celle-ci calculée en francs constants, est réalisée en francs courants : si bien que par le jeu des dévaluations, nous retournons vers l'hypothèse basse ! L'exécution du Plan n'avait pas besoin de cela, comme il n'a pas besoin non plus de la perturbation provoquée par les interventions politiques qui ramènent le problème du téléphone à celui des voies de chemin de fer, d'intérêt secondaire de nos grands-pères.

Les bénéfices d'exploitation du téléphone qui s'élèvent à environ 20 % des investissements sont insuffisants pour assurer l'auto-financement. Il a donc été fait appel à des sociétés de financement type FINEXTEL dont l'apport représente 40 % du total, avec un coût d'emprunt s'élevant à 20 %, c'est-à-dire égal aux bénéfices d'exploitation. Cet équilibre fait qu'il ne reste rien pour l'amélioration des conditions de vie du personnel.

Par ailleurs pour compléter, l'emprunt PTT est souscrit en deux temps : un emprunt CNT qui draine le maximum de l'épargne (les gens étant plus attirés par les télécommunications), un emprunt Poste qui, de ce fait, racle les fonds de tiroir et s'avère à la limite négligeable.

La solution doit être recherchée dans l'unité de l'entreprise PTT. Les télécommunications pourraient emprunter aux Chèques postaux à 6 %, assurant ainsi un auto-investissement idéal, les Chèques avec cet intérêt verraient leur déficit fondre et leur propre financement assuré, la Poste drainerait à son seul profit l'épargne publique.

Ainsi va l'administration des PTT, auxiliaire indispensable du développement des relations humaines. Une situation qui ne cesse de se dégrader, dans l'abandon de plus en plus prononcé de sa vocation de service public, au profit des intérêts privés. Une autre politique est possible : ce n'est que par leurs luttes, avec le soutien des usagers, que les travailleurs des PTT parviendront à l'imposer.

Un militant des PTT ■

DPN : 3 objectifs

La D.P.N. des 31 Mars et 1^{er} Avril constituera sans doute un événement important pour le P.S.U. Tant par l'intérêt du débat qui s'y est déroulé que par l'ampleur des objectifs que la Direction Nationale a fixés au Parti. Nous ne pouvons publier dans T.S., faute de place, que la résolution politique générale qui fut adoptée à l'unanimité moins onze abstentions. Deux autres textes furent également votés : l'un sur l'analyse des élections, l'autre sur la lutte des travailleurs immigrés. L'ensemble de ces textes sera publié dans « P.S.U. Information ». Enfin la D.P.N. a décidé la publication d'une plaquette destinée à préciser les raisons de ces choix.

MOINS d'un mois après les élections législatives qui ont permis à la coalition de la bourgeoisie conservatrice de se maintenir de justesse au pouvoir, réapparaissent en toute clarté les véritables contradictions de la société française que ne peut cacher le spectacle un peu grotesque que nous offrent les diverses fractions de la majorité dans la « course au perchoir » de l'Assemblée Nationale.

C'est d'abord la mobilisation considérable de toute la jeunesse contre la loi Debré.

L'ampleur de ce mouvement, parti des lycées, et son extension aux étudiants qui se battent contre l'aggravation de la sélection à l'Université sous la forme des D.E.U.G., (cycle court d'études universitaires générales), mais aussi aux jeunes des C.E.T. et même aux jeunes travailleurs, révèle une crise profonde qui, au-delà du problème des sursis, concerne deux des principaux pivots du système capitaliste : l'école et l'armée.

Par le refus de l'embrigadement sous toutes ses formes se manifeste

avec force la remise en cause d'un système de formation et de défense inféodé aux intérêts de la bourgeoisie.

Cette remise en cause de l'ordre capitaliste, c'est aussi le sens profond de la lutte engagée à Renault par les O.S. pour exiger une classification supérieure. Car c'est bien la volonté d'en finir avec des conditions de travail dégradantes et abrutissantes, la sur-exploitation des travailleurs immigrés, la sous-qualification, l'insécurité de l'emploi qui animent toutes les luttes ouvrières actuelles.

Et de la même façon, ce n'est pas un hasard si se multiplient un peu partout les luttes qui s'attaquent au véritable statut d'esclavage qui est fait aux travailleurs immigrés, dans leurs conditions d'embauche, de travail et de logement.

C'est pourquoi l'abrogation de la circulaire Fontanet qui institutionnalise ce système de répression et d'esclavage, la reconnaissance de tous les droits politiques et syndicaux aux travailleurs immigrés représentent actuellement des possibilités de victoires à remporter d'urgence sur le pouvoir.

On pourrait aussi multiplier les exemples de luttes qui s'attaquent à tous les secteurs de notre société et qui font éclater au grand jour ses contradictions : notamment le combat pour le droit à la contraception et à l'avortement auquel le Pouvoir n'a su répondre qu'à coups de procès ; ou la lutte contre la spéculation immobilière et foncière.

Cette situation de crise sociale latente va devenir de plus en plus difficile à maîtriser pour la bourgeoisie française qui se sait, depuis les dernières élections, en difficulté et qui se voit aujourd'hui placée devant des échéances nouvelles, communes d'ailleurs aux autres bourgeoisies européennes : le réinvestissement des Etats-Unis après la guerre du Vietnam dans une guerre économique impérialiste de première importance, place en effet au pied du mur la prétendue Europe capitaliste qui n'est en fait qu'un vaste marché nord-Atlantique.

Une telle situation signifie pour le

mouvement ouvrier la nécessité d'une cohésion de classe plus que jamais renforcée pour s'opposer aux tentatives du pouvoir, et notamment de sa fraction la plus moderne, d'intégrer dans de nombreuses formes d'organisation capitaliste certains éléments de la classe ouvrière (« enrichissement » du travail, plus grande souplesse de la hiérarchie, politique contractuelle, etc.).

Il est clair que l'énoncé de ces contradictions et de ces échéances révèle assez l'ampleur des responsabilités qui sont aujourd'hui celles des forces socialistes.

Le P.S.U., quant à lui, entend contribuer avec force et clarté à ce combat de classe qui s'engage avec une acuité nouvelle. C'est dans ce contexte que s'inscrivent les points suivants de réflexion et d'intervention politique que la direction politique nationale du P.S.U. propose à l'ensemble des travailleurs et de leurs organisations dans leur combat contre le système capitaliste.

les conditions d'une victoire

Le mouvement socialiste ne pourra pas remporter de victoire en se bornant à exprimer le mécontentement et la révolte. Il doit savoir traduire en projet politique les questions qui ne cessent d'émerger depuis 1968 :

- la recherche de formes de pouvoir qui assurent effectivement le contrôle des travailleurs sur leurs outils de travail et sa finalité, comme sur l'ensemble de leurs conditions de vie ;
- l'organisation de la vie quotidienne et de la ville ;
- le refus de la coupure entre l'école et la vie sociale, de la séparation

entre travail manuel et intellectuel.

Pour montrer que le socialisme est une chance et non un risque, il lui faut savoir proposer aux travailleurs une véritable stratégie internationale et européenne, définir un autre type de croissance en ne se contentant pas de vouloir en répartir plus également les fruits. Il doit enfin refuser d'occuper le même état, le même pouvoir que la bourgeoisie, tout en prétendant y faire une autre politique : il lui faut donc développer les luttes qui conduiront à la mise en œuvre d'une stratégie fondée sur le contrôle

alsace

● *Les Fédérations PSU d'Alsace ont rencontré les Jusos (Jeunes du Parti social-démocrate allemand) pour une réunion de travail près de Fribourg le 24 mars dernier :*

Répondant à une invitation du *Juso Landsverband Baden-Wurtemberg*, une délégation de chacune des deux Fédérations du Bas-Rhin et du Haut-Rhin a participé à une assemblée des délégués JUSOS du Pays de Bade. Au cours de cette assemblée, les représentants des deux organisations politiques française et allemande sont convenus d'une concertation permanente dans leur action. Ils considèrent, en effet, que cette action doit s'exercer à deux niveaux :

● **Au niveau régional :** Proclamer à cor et à cri que l'Europe doit se faire et s'unifier et, en même temps, ne rien faire pour que ce rideau de fer que constitue le Rhin en matières politique, syndicale ou culturelle disparaisse, n'est pas un des moindres pa-

radoxes des partis qui inscrivent la construction de l'Europe dans leur programme électoral.

Le voisinage de notre province et du Land Bade-Wurtemberg crée des problèmes communs, que ce soit l'actuel problème des frontaliers français et allemands en Suisse, la création d'une centrale nucléaire E.D.F. à Fessenheim, ou la mainmise des capitaux américains sur nos économies régionales. Il paraît utile, par exemple, que nos voisins appuient indirectement le moratoire de cinq ans que le C.S. F.R. doit déposer à l'Elysée le 6 mai prochain ; le Conseil allemand de la sécurité des réacteurs (R.S.K.) a d'ailleurs publiquement recommandé l'institution de pareils moratoires, rejoignant ainsi la position de Ralph Nader et Mike Gravel aux U.S.A.

● **Au niveau national :** L'importance de la bataille économique et monétaire qui s'est engagée entre les pays du Marché commun et les Etats-Unis d'Amérique ne permet



tema

JEAN-PIERRE OPPENHEIM

LA CFDT ET LA PLANIFICATION

25 F

GILBERT SAUTRAY ET CHRISTIAN DOREMUS

GUIDE DE L'EMPLOI DES CADRES

20 F

MARC MANGENOT,

NORBERT ALISE ET FABIENNE REMOUSSIN

LES JEUNES FACE A L'EMPLOI

20 F

MICHEL BIGEY ET ANDRE SCHMIDER

LES TRANSPORTS URBAINS

18 F

pour le PSU

ouvrier et populaire et qui permettront la réalisation d'un socialisme fondé sur l'autogestion.

De tels enjeux ne peuvent s'accommoder de l'immobilisme, d'un retour aux stratégies antérieures, ou du sectarisme d'organisation.

Ces dangers pourtant existent aujourd'hui :

Le premier serait celui d'une reconduction d'un programme commun que l'on se contenterait d'amender et d'élargir à d'autres forces sociales et politiques ; telle est notamment la tentation du Parti Communiste.

Outre le fait que sur de telles bases cet élargissement demeurerait problématique, et que pour sa part le PSU s'y refuserait, le mouvement socialiste se condamnerait alors à échouer pour les mêmes raisons que par le passé en refusant de prendre en charge les questions qui lui sont posées et qu'il n'a pas encore résolues.

Une autre voie serait plus dangereuse encore : celle qui tente aujourd'hui le Parti Socialiste : la constitution d'un vaste parti « attrape-tout », présentant des visages multiformes sur sa droite comme sur sa gauche pour gagner des militants et des électeurs, mais incapable de s'engager clairement dans une stratégie de rupture avec le capitalisme. Une telle opération, si elle peut paraître séduisante à certains pour le court terme, ou dans la perspective d'échéances présidentielles, ne ferait qu'aggraver la confu-

sion et enliser durablement le mouvement ouvrier dans un réformisme, qui pour être « moderne », conduirait aux mêmes impasses que par le passé.

Le PSU et l'ensemble des organisations révolutionnaires sont eux-mêmes placés devant un choix important : le retour aux différentes variantes du populisme et du sectarisme les maintiendrait dans un isolement et une impuissance les privant de toute possibilité d'influencer directement la restructuration politique du mouvement ouvrier qui se prépare.

Le PSU affirme quant à lui avec force qu'il n'est pas prêt à laisser passer cette chance.

C'est pourquoi, sur la base de son Manifeste « Contrôler aujourd'hui pour décider demain », adopté à Toulouse, il s'attachera dans les mois qui viennent à mettre en œuvre une **plate-forme d'action anti-capitaliste**, qui permettrait de faire converger les revendications immédiates vers la réalisation du contrôle des travailleurs.

Une telle plate-forme est aujourd'hui nécessaire si l'on veut éviter l'absence d'articulation entre un projet de société d'une part et des luttes sociales non liées à une véritable stratégie politique et sociale d'autre part.

Le travail du PSU dans la période actuelle sera donc axé autour de trois grands objectifs : l'axe du contrôle des travailleurs, la constitution d'une force autogestionnaire, l'unité du mouvement ouvrier.

1 - La mise en œuvre d'une stratégie axée sur le contrôle des travailleurs et sur le contrôle populaire dans tous les secteurs de la lutte de classe.

Dans ce cadre six enjeux principaux donneront lieu à des initiatives et à des interventions importantes du Parti.

a) dans les entreprises, la poursuite

plus que l'Europe reste divisée devant une Amérique unie. Le Conseil des Ministres des Neuf à Bruxelles représente une « certaine » Europe, un « certain » Marché commun. Giscard d'Estaing, Helmut Schmidt et les autres ministres des Finances de la Communauté n'arrivent même pas à définir une position commune en face de l'intransigeance des délégués américains prêts à tout pour rétablir la balance des paiements des Etats-Unis. Déléguer à ces hommes le soin de négocier quand les partis, les syndicats de tous ces pays continuent de vivre à leur heure nationale, c'est ressusciter ou maintenir le Congrès de Vienne de 1815. Le P.S.U. et les JUSOS veulent faire l'Europe, mais une Europe socialiste : ils ne se contentent pas de le proclamer ; dès à présent, ils agissent dans ce sens. ●

[Pour prendre contact : Rüdiger Herterich, 7841 Eschbach bei Heistersheim, Hauptstrasse 45 (R.F.A.), Roger Winterhalter, 3, rue de l'Eté, 68-Lutterbach.]

d'une stratégie de contrôle ouvrier et d'unité des travailleurs autour des points suivants :

— augmentation uniforme des salaires, lutte anti-hiérarchique, statut unique de l'O.S. à l'ingénieur, salaire minimum et retraite à 60 ans, réduction de la durée du travail, développement du contrôle sur les cadences, les conditions de travail, d'embauche et de licenciement ; la reconnaissance de femmes comme travailleurs à part entière : responsabilités, droit, salaires.

b) — sur le cadre de vie, le développement du contrôle populaire sur la ville : lutte sur les conditions de transport, multiplication des associations d'usagers et d'habitants prenant directement en charge l'animation de leur cadre de vie, organisation d'un combat contre la spéculation foncière et immobilière et contre le scandale des logements qui restent inoccupés.

c) — l'organisation de la lutte pour le contrôle des prix et des produits.

d) — sur le secteur de la formation, dans l'école, mais aussi contre la subordination de la formation professionnelle aux intérêts du patronat. Il s'agit, sur les problèmes de sélection, d'embrigadement idéologique, de contenu ou de méthodes d'enseignement, d'assurer la convergence des luttes avec les travailleurs de telle façon qu'ils soient amenés à prendre eux-mêmes directement en charge les problèmes de formation. La lutte sur les conditions de l'auxiliary touchant à la structure générale de l'emploi en France constitue à cet égard une possibilité d'unification importante avec les organisations syndicales ouvrières.

e) — dans le secteur de l'agriculture, les objectifs du P.S.U. seront axés sur les points suivants :

— contrôle du sol agricole, contrôle du prix de vente et de location ;

— droit de préemption intégral des SAFER,

— répartition des terres par tous les agriculteurs de la commune et en location à vie,

— solidarité aux fermiers congédiés,

— revenu des familles agricoles : calcul du prix de revient de chaque production par région, contrôle des coopératives et des entreprises de

transformation et d'échange en liaison avec les salariés ;

f) — au niveau européen, le développement d'une stratégie anti-capitaliste commune des travailleurs sur le plan syndical et politique. Il s'agit de poursuivre et d'approfondir une intervention qui s'est déjà manifestée par l'organisation de la rencontre de Bruxelles sur l'Europe des travailleurs, la mise en œuvre de structures de coordination, d'information et de lutte comme sur le trust Philips, et l'intervention solidaire de travailleurs européens à l'occasion de la grève chez Michelin.

2 - Le développement d'une force politique autogestionnaire, capable de peser sur le plan social et politique dans la détermination des objectifs et de la stratégie de l'ensemble du mouvement ouvrier.

Pour réaliser cet objectif, il est urgent que l'ensemble des forces syndicales et politiques, qui se reconnaissent dans l'objectif du socialisme autogestionnaire, soient capables de donner à ce courant encore flou et dispersé une véritable politique.

Le comité de liaison pour l'autogestion socialiste regroupant le PSU, les CIC, Objectif Socialiste et l'AMR, et la rencontre organisée sous sa responsabilité les 5 et 6 mai représentent déjà une avancée dans cette voie. Il est clair pourtant qu'elle n'est pas suffisante.

Il ne suffira pas non plus de se contenter de rassembler ceux qui « parlent » d'autogestion. Le socialisme autogestionnaire a besoin d'une force clairement anti-capitaliste et réellement socialiste.

C'est pourquoi c'est essentiellement par sa pratique sociale centrée sur le contrôle ouvrier et le contrôle populaire que le courant socialisme autogestionnaire peut montrer sa capacité à intervenir dans les luttes sociales et donner corps ainsi à un projet qui peut paraître encore trop abstrait.

3 - Le P.S.U. enfin, s'emploiera activement à développer chaque fois que ce sera possible, l'unité de classe de toutes les organisations du mouvement ouvrier.

Il s'agit sur ce point de passer d'une unité défensive contre le régime à une unité offensive. Notre objectif est la réalisation de l'unité des travailleurs et de l'unité populaire, à tous les niveaux, y compris à celui des organisations existantes.

C'est pourquoi le PSU proposera à toutes les organisations syndicales et politiques du mouvement ouvrier ces initiatives communes. Dès maintenant des luttes sont possibles, voire déjà engagées :

— pour le soutien des revendications des jeunes : service militaire, emploi, liberté d'expression, etc.

— pour l'obtention des droits politiques et syndicaux aux travailleurs immigrés et pour l'abrogation de la circulaire Fontanet,

— contre la vie chère et pour la défense et l'amélioration du pouvoir d'achat des travailleurs,

— contre toutes les formes de répression de caractère politique, syndical et culturel,

— pour la lutte la plus large et la plus unie possible contre toutes les formes d'impérialisme, en particulier contre les conséquences du maintien de la dépendance politique, économique et militaire de la France à l'égard des Etats-Unis,

— pour l'autodétermination des TOM-DOM et contre toutes les formes du colonialisme actuellement maintenues par le pouvoir.

Au-delà même de ces objectifs, le mouvement ouvrier peut avancer considérablement sur la voie de son unité à condition de s'attaquer résolument à ses divergences au lieu de les masquer.

Tels seront, dans les mois qui viennent, les axes de la politique du PSU, les initiatives qu'il prendra, et celles qu'il soutiendra.

Brazzaville : le "complot des anarchistes"

Dans quelques jours va s'ouvrir, à Brazzaville, le procès public des détenus congolais et français impliqués dans le dernier « complot » contre le régime N'Gouabi, découvert au début du mois de février. René Lanarche tente ici de replacer l'événement dans le contexte embrouillé de la réalité congolaise...

DEUX personnalités politiques : Pascal Lissouba, ancien ministre de Massemba-Débat et nouveau membre du Comité central du Parti congolais du Travail, et Sylvain Bemba, encore ministre de l'Information au moment de son arrestation devraient y comparaître. Ils seront aux côtés de 24 responsables lycéens, militaires et paysans congolais et de 5 enseignants français qui sont accusés de contacts avec le maquis que dirige depuis un an l'ex-lieutenant Ange Diawara, à proximité de Brazzaville, en brousse et jusque dans les faubourgs de la capitale, après le coup de force manqué du 22 février 1972.

Prenant personnellement « les choses en main », le petit commandant « para » qui préside depuis 1968, en serrant les dents, aux destinées orageuses de la « République populaire » a dissous la gendarmerie et n'a pas craint de reprendre le treillis pour chasser le rebelle sur son terrain... Bilan actuel, outre les arrestations hâtives du mois dernier : l'exécution à l'aube du 12 mars de Jean-Pierre Okoula, jeune sous-officier, proche compagnon de Diawara, entré avec lui en guérilla, et fait prisonnier au cours d'un raid ; de même, la présentation complaisante à la télévision congolaise des cadavres de dix jeunes gens supposés maquisards. L'armée, composée de deux mille hommes, que N'Gouabi soumet par ailleurs à un contrôle sévère mené par ses plus fidèles prétoires, poursuit sur place les opérations selon des pratiques mises à l'honneur à l'époque coloniale.

à la godille

En fait, depuis l'éviction de Massemba-Débat en août 1968, et le passage éclair du commandant Raoul à la présidence, Marien N'Gouabi, frappant tour à tour à gauche et à droite navigue à la godille mais a le plus grand mal à tenir son cap. Largement débordé par une situation générale aux évolutions déroutantes, ce militaire obstiné, cet ancien élève de Saint-Cyr réputé courageux, dont l'ascendant moral n'a pas été négligeable (c'est en effet son arrestation qui fut à l'origine de la chute de Massemba) n'a jamais eu réellement prise sur les événements.

Les décisions les plus « progressistes » qu'on lui attribue : les quelques nationalisations comme celle de l'Agence Trans-Congolaise des Communications, les réalisations socialisantes financées par l'URSS ou la Chine, l'organisation de la jeunesse, la rupture récente avec Israël, les phases d'autocritique au sein même du Parti, il y fut toujours acculé, piégé par un rebondissement de l'histoire, sous la menace d'une fraction de la classe politique ou sous la pression des masses.

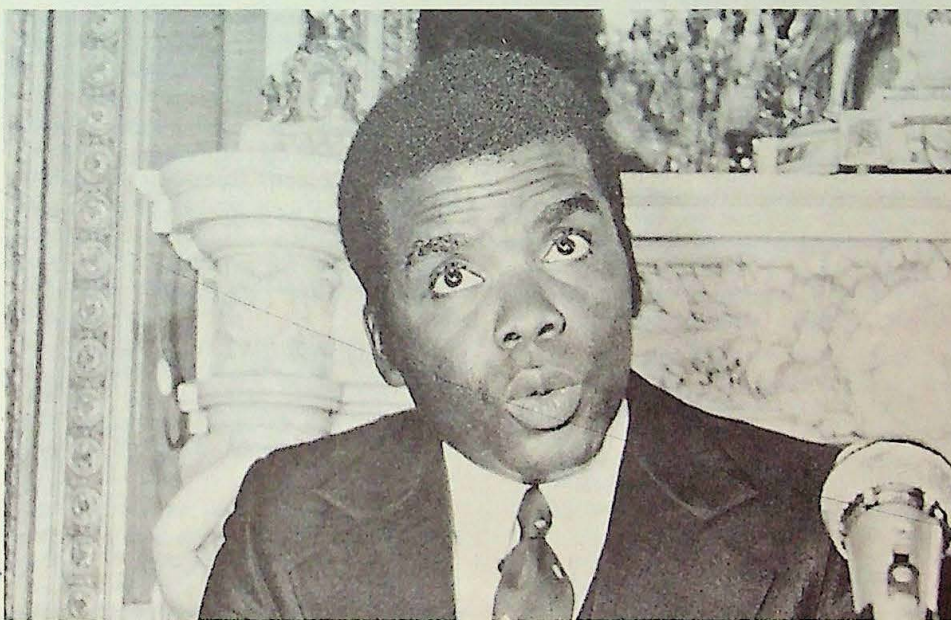
Entièrement accaparé par les soubresauts qui agitent les milieux de l'armée, de l'école et de l'administration ; s'efforçant à déjouer les complots imaginaires ou réels ; s'efforçant de devancer ou de désamorcer les mouvements populaires, le président du Comité central aura bientôt fait le vide autour de lui. En effet, et sans s'attarder sur les affaires de cuisine intérieure au sein du régime, on dénombre en moins de quatre ans : d'abord, au début 69, la tentative de prise du pouvoir du commandant Mouzabakani ; à la fin de l'année, le complot de Koleka, un nostalgique du régime de Fulbert Youlou, le prélat aux soutanes mauves déchu en 1963 ; puis en 1970, le commando-suicide du lieutenant Kikanga, abattu après s'être emparé de la radio ; enfin en 1972 le premier coup de force manqué d'Ange Diawara...

De déviations en réajustements, d'examen de conscience en épurations, la volonté de N'Gouabi de réduire les anta-

gonismes, les divergences idéologiques par la magie du verbe, par une rhétorique révolutionnaire de plus en plus éloignée des réalités, a fini par se heurter aujourd'hui à l'incrédulité sinon à l'impatience grandissante des couches populaires.

une poussière

A dire vrai, dans l'Afrique d'aujourd'hui, les particularités du Congo en font une véritable poudrière : avec un million d'habitants, dont le tiers a moins de quinze ans, ce pays est urbanisé à 40 %. Sa jeunesse est presque totalement scolarisée... Le chômage en ville est alarmant, la masse rurale frustrée ici comme dans les états voisins, la classe politico-administrative pléthorique. L'économie - à vo-



N'GOUABI. Un certain « progressisme ».

« cation industrielle » (mines et textiles surtout), avec une balance commerciale largement déficitaire, reste tributaire, après quatre ans de « révolution », de la France et de la CEE. 60 % des importations, dont des denrées de première nécessité, viennent d'Europe tandis que les céréales, le manioc, les ignames ne peuvent atteindre les marchés des villes par manque d'infrastructure routière.

Sur place, le secteur privé florissant n'a pas été réellement entamé par le socialisme. Le commandant N'Gouabi développe volontiers, au nom du réalisme scientifique, la théorie dite des trois secteurs : à savoir que le secteur étatique doit coexister encore longtemps avec un secteur mixte et un secteur privé détenu par les étrangers. En fait, le pouvoir jusqu'ici a manqué totalement de moyens pour lutter contre la spéculation et la hausse vertigineuse des prix. Tout contrôle sera d'ailleurs impossible tant que les maisons de commerce qui ont pignon sur rue auront leur siège à l'étranger.

Autour du « camarade-président » dès les premiers jours de 69, on trouvait des hommes qui, ayant pris une part active à l'éviction de Massemba-Débat et même en 1963 à celle de Youlou, ne se contentèrent bientôt plus des discours et des rituels gauchistes allant de pair avec des pratiques quotidiennes beaucoup plus conciliantes. Ils préconisèrent la radicalisation du régime et l'application de mesures qui devaient créer, quels qu'en soient les risques, un processus irréversible dans le sens d'une révolution structurelle et culturelle.

Parmi eux, Ange Diawara, le « soldat perdu », âgé aujourd'hui d'une trentaine

d'années, pragmatique et bouillant, audacieux jusqu'à l'imprudence, plus apte aux initiatives tactiques qu'aux analyses rigoureuses — il fut ministre de l'Équipement, chef de file des Jeunes du Mouvement national révolutionnaire et responsable de la force civile.

Condamné après le complot de 1972 et toujours emprisonné, il faut également évoquer la personnalité de Claude-Ernest Ndalla (surnommé Ndalla-Graille en raison de sa stature imposante et de son appétit peu commun). Tribun redoutable, ancien élève de l'École Lumumba de Moscou, il fut nommé ambassadeur à Pékin puis Premier secrétaire du Bureau politique ; il organisa les J.M.N.R. que N'Gouabi s'empressa d'intégrer dans l'armée... pour le regretter ensuite.

L'ancien premier ministre de Massemba, Noumazalay, est aussi prisonnier depuis l'an dernier. Seuls, de l'ancien clan « pro-chinois », Ange-Edouard Pongui et Justin Lekoundzou restent proches du pouvoir, après avoir mis pas mal d'eau dans leur vin.

Les tenants de la tendance dure aujourd'hui écartés estimaient qu'une révolution authentique ne peut passer que par une rupture avec l'impérialisme étranger

implanté sur place, que par un conflit ouvert avec les couches bureaucratiques issues de la colonisation (les fonctionnaires absorbent encore près de 75 % du revenu national) et les cercles limités de la bourgeoisie libérale et commerçante. La conscience nouvelle des masses comme les nouvelles structures devant surgir par la confrontation concrète des hommes avec les problèmes réels qui ne manqueraient pas alors d'apparaître au grand jour, et qui sont aujourd'hui enveloppés dans l'idéologie lénifiante de la coopération, étouffés sous le martèlement des slogans.

insuffisances

Il leur aura manqué de n'avoir pas su exposer clairement leurs options, populariser leurs mots d'ordre ; de ne s'être pas démarqués assez nettement du régime de N'Gouabi et des éléments divers qui composent, à travers les péripéties, son équipe. Enfin, les « maoïstes » ont peut-être mal évalué les forces sur lesquelles ils pouvaient s'appuyer afin d'élaborer une stratégie en rapport étroit avec le niveau de conscience et les possibilités de mobilisation des couches avancées de la population (jeunes scolarisés, soldats, prolétariat ouvrier, employés, chômeurs, petits paysans).

Ces insuffisances — évidemment bien faciles à relever a posteriori furent flagrantes lors du putsch manqué du 22 février 72, qui avait toutes les chances de réussir. Les militaires favorables à Diawara s'étant emparés de la Radio, les mil-

ces populaires sorties en armes dans la rue et la foule montée des quartiers balancèrent tout le jour dans l'attente de la proclamation d'un programme et de directives précises... pour enfin rentrer chez elles, lassées des attermoissements et des marchandages qui se devinaient en coulisses entre fractions diverses de la sphère politico-militaire. N'Gouabi, rentré en toute hâte du port de Pointe-Noire, n'eut aucun mal, une fois de plus, à rétablir la situation.

Par ailleurs, on peut s'étonner qu'Ange Diawara, présenté volontiers comme le Saint-Just des Tropiques, ait eu partie liée avec un Lissouba, technocrate droitier rentré récemment en grâce et dans lequel la France mettait quelque espoir ; ce vieux cheval de retour reprend à son compte la vieille antienne selon laquelle les classes sociales n'existent pas en Afrique, mais certaines tribus ont vocation à gouverner... De même pour ce qui concerne Sylvain Bemba plume d'occidental non dépourvu de talent, Talleyrand au petit pied, à qui son opportunisme avait permis jusqu'ici de traverser tous les régimes sans dommage.

Il n'est, bien sûr, pas exclu que la dénonciation du « complot » soit une manœuvre de N'Gouabi, se gardant à droite après avoir frappé à gauche. Toujours est-il que ces questions restées encore sans réponses — comme celles qui touchent aux « contacts » de Diawara à Kinshasa — expliquent pour une bonne part la discrétion et même la circonspection avec lesquelles certains militants et les membres de l'Association des Étudiants Congolais en France, jugent de la situation actuelle. Les délégués de cette organisation ont pourtant soumis le régime à une critique sans concessions en juillet 1972 lors de la grande conférence nationale qui s'est tenue à Brazzaville. Beaucoup d'ailleurs ne cachent pas leur sympathie pour telle ou telle des personnalités emprisonnées depuis février 1972.

un retour au passé

Cependant, la répression en « République populaire » du Congo se fait sanglante. N'Gouabi semble vouloir renouer avec les méthodes de l'inquisition, les tortures et les enlèvements — méthodes dites Massemba-Débat, précisément abandonnées en 1968.

Quatre des cinq enseignants emprisonnés, Paule Floux, Paule Deville, Bernard Boissay et Alain Bordelais, ont fait savoir qu'ils étaient « solidaires des Congolais arrêtés en même temps qu'eux » et demandent que « tous les prisonniers puissent bénéficier des mêmes droits ». Quant au cinquième Français, Bernard Queiré, il ne serait que « retenu » à l'état-major de l'armée depuis le 12 mars.

Accusés à titres divers d'avoir soutenu Ange Diawara et de l'avoir aidé à prendre des contacts internationaux, ces militants anti-impérialistes, qualifiés « d'anarchistes » par le pouvoir, ont décidé de présenter une défense politique commune. Ils ont mandaté à cet effet M^{re} Gisèle Halimi et M^{re} Thierry Mignon, du Barreau de Paris.

En France, divers comités de soutien aux emprisonnés se sont constitués afin d'empêcher les jugements arbitraires et les exécutions sommaires. Tandis que le Groupe Informations Congo (G.I.C.) appelle à la multiplication de ces comités, l'hebdomadaire « Etumba » du P.C.T. (Parti Congolais du Travail) publie dans son dernier numéro un document analysant « les méthodes réactionnaires du travail en France des anarchistes ». Ce document, le journal affirme l'avoir reçu du Parti Communiste Français qui, comme on sait, reste « très attaché aux idéaux de l'internationalisme prolétarien »...